

Rouge

Il y a cinq ans
L'été polonais
commençait

P 6-7

M 1578 N° 1173 6,50F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IV^e Internationale)

29 août au 4 sept. 85



Affaire
Greenpeace
**La loi
du
silence**

Cresson flexibilité en tête

Par Michel Morel

Edith Cresson fait une rentrée sur les chapeaux de roues. Drapeau de la compétitivité et de la flexibilité déployé, elle rêve dans les colonnes de *Libération* : « Battrer les Japonais sur leur propre terrain et avec leurs propres méthodes. Adapter à la France les innovations sociales qui sont à la base des performances d'un pays comme le Japon, voilà le chemin. »

Cresson n'est pas seule. Taddei, député socialiste, met la dernière main aux recettes qu'il propose, à la demande de Fabius, pour accroître la compétitivité des entreprises par la dérégulation systématique du temps de travail, l'extension du travail posté, la généralisation des équipes de week-end...

L'horizon gouvernemental reste limpide : généraliser, par la loi, les cas multiples et divers de flexibilité, déjà appliqués ici et là, aujourd'hui, entreprise par entreprise.

Les prochaines attaques se profilent donc. Le gouvernement les portera contre les travailleurs, qui repoussèrent un premier assaut en décembre dernier. Il redoublera d'effort. Sous l'œil attentif d'une droite qui se frotte les mains à l'orée de la campagne législative, et sous les applaudissements des patrons. Au cas où les élections du printemps prochain se termineraient par une victoire de l'opposition, ce que la gauche aura rendu flexible sera toujours gagné !

Rien de bon pour les travailleurs et rien de mieux pour les chômeurs ! Modeste, Taddei estime à 450 000 emplois créés en cinq ans le résultat de la flexibilité complète qu'il veut appliquer au secteur industriel. De quoi combler peut-être — et encore... — les suppressions de postes prévues pour les années qui viennent ! Les chômeurs resteront des millions.

Leur sort est indissociable de celui des travailleurs actifs. La flexibilité serait aussi néfaste pour ceux-ci qu'elle resterait impuissante à donner un emploi à ceux qui n'en ont pas.

La diminution du temps de travail pour tous, la semaine de trente-cinq heures, vers les trente heures, l'embauche dans les postes créés de ceux qui sont aujourd'hui sans travail peuvent seules réunir dans un même combat tous les travailleurs, chômeurs et actifs. Pour le droit de vivre, contre la politique du gouvernement. C'est la seule réponse que mérite Cresson.

CENSURE

Shakespeare ne plaît pas aux Américains.

Connaissez-vous Shakespeare ? Mais si, voyons l'auteur de *Roméo et Juliette*, drame de l'amour perdu. Cet auteur est présenté comme le plus grand classique de langue anglaise. Dorénavant, les petits Américains ne liront plus, dans la bouche de Juliette : «...Pour accomplir leurs rites, les amoureux y voient à la leur de leur propre beauté ; et si l'amour est aveugle, il s'accorde d'autant mieux avec la nuit... ». Traumatissant pour ces petites têtes blondes, disent les éditeurs. Trois cents lignes des œuvres de Shakespeare ont ainsi délibérément disparu. Et, il n'a pas été la seule victime des éditeurs qui ont expurgé les classiques destinés aux écoliers. Ah ! le puritanisme doublé de l'ambiance reaganienne, c'est bonjour la censure bête et méchante.

L'HUMANITE

Edmond Maire a la cote

Edmond Maire, lui-même, a dû être surpris au lendemain de la parution de son habituel article de rentrée, publié dans *le Monde* du 19 août, en lisant les commentaires qu'il a inspiré le lendemain à *l'Humanité*.

« Sévères jugements d'Edmond Maire », titre le journal du PCF ! « Ajoutons que certaines idées et aspirations reprises par le secrétaire général de la CFDT, commente *l'Humanité* après avoir cité des extraits de l'article d'Edmond, soulignent, par leur simple rappel, la différence entre les uns et les autres », à gauche. « Ceux qui promettent de les appliquer depuis 1981 tout en les piétinant, et ceux qui luttent pied à pied pour qu'elles deviennent réalité. » Devinez qui ?

Edmond Maire, sans le savoir (?), aurait-il illustré l'analyse du PCF sur la situation politique et sociale en cette rentrée 1985 ? On imagine le quiproquo !

« Certes, regrette *l'Humanité*, Edmond Maire a choisi de mettre tous les dirigeants politiques dans le même sac, de parler de "la gauche" en général et d'oublier lorsqu'il évoque "les forces et les idéologies politiques", l'existence en France d'un parti révolutionnaire. Mais qui lui tiendrait rigueur de ne pas croire indispensable... d'exprimer la différence. »

On se prend à rêver. Ce commentaire, sympathique somme toute, laisserait-il augurer un dégel, une unité d'action possible, par exemple, contre le chômage et l'austérité ? Entre, disons-le franchement, la CGT et la CFDT ? Lors du récent congrès de la CFDT à Annecy, la presse du PCF avait été pourtant plus que dure à l'égard de l'opposition qui s'exprimait dans la CFDT à la ligne confédérale... pour proposer justement l'unité et l'action. Tout cela à *l'Humanité* doit manquer un peu de clarté.

CHU ROUEN

Le secrétaire de la CFDT licencié après une manifestation

Le 15 juin dernier, le directeur des hôpitaux au ministère, monsieur de Kervasdoué, est venu inaugurer le nouveau service informatique. Le préfet et Lecanuet, maire de Rouen, étaient également présents. La CGT et la CFDT avaient organisé une manifestation pour dénoncer les cent quatre-vingts suppressions de postes prévues par la DASS. (*Rouge* s'était fait l'écho de la répression policière qui s'était manifestée ce jour là, dans son numéro du 21 juin).

Pour tenter d'endiguer le mécontentement et la mobilisation que suscitent les dernières mesures gouvernementales (restructurations, suppressions de postes, congés radios...), la direction a choisi de frapper fort. La mairie de Rouen a demandé de prendre des sanctions : le secrétaire de la CFDT est licencié.

Pardon, il est mis fin à son contrat, le 1^{er} octobre prochain, après plus de deux ans de présence. Aucun motif particulier n'est invoqué... et le service recrute ! Il est contractuel comme la totalité de son service. La ficelle est un peu grosse. Tout le monde a compris qu'il s'agit de répression syndicale. Le directeur, pas très fier, a envoyé sa lettre... le jour de son départ en vacances. Le directeur général adjoint contacté par la presse n'était pas au courant. Malgré la période de vacances, la CFDT puis la CGT ont distribué un tract. Une pétition a circulé au service informatique, signée par la totalité du personnel. Le directeur, de retour de vacances, refuse de s'expliquer. Croit-il que ses manœuvres laisseront muets les agents du CHU ? Il risque d'avoir des surprises, dès début septembre.

GISCARD

Valéry s'emmêle

Ce type est vraiment très mauvais joueur. Il avait sonné le rassemblement de ses comparses, déposant une pétition auprès du Conseil constitutionnel, afin que celui-ci déclare l'usage de l'article 10 de la Constitution par François Mitterrand, à propos de la Nouvelle-Calédonie, en plein mois d'août, absolument inconstitutionnel.

Le Conseil constitutionnel juge du contraire.

Giscard s'entête. « Il est évident, commente-t-il, que l'article 10 de la Constitution n'a pas été rédigé pour l'usage qui vient d'en être fait. » Vu !

Pauvre Valéry. Il se traîne en queue des sondages de popularité des leaders de l'opposition, après avoir été expulsé de l'Elysée par ces Français ingrats, auquel il montra élégamment son postérieur lors de son dernier message télévisé, laissant un fau-

teuil vide sous la lumière des projecteurs.

Et même le Conseil constitutionnel s'en mêle.

BRUXELLES

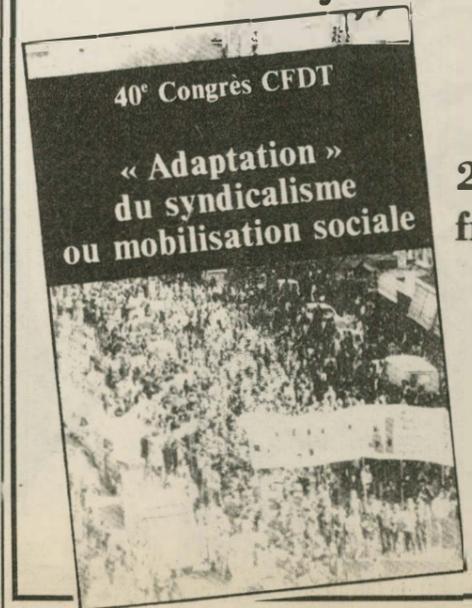
Lucky Lucke, les Dalton et le baron Lambert

Spirou, Gaston Lagaffe, Lucky Lucke, les Dalton et les Schtroumpfs changent de propriétaire. La famille Dupuis, des éditions Dupuis (Belgique), a cédé après des semaines de négociations serrées le contrôle de ses affaires au groupe Bruxelles-Lambert, deuxième groupe

financier belge, domaine du baron Lambert, vieux complice en affaires du baron Empain (auteur entre autres de la série « ravages à Creusot-Loire »).

Le groupe Bruxelles-Lambert possède déjà une bonne partie du capital de RTL et devrait bientôt créer un important centre de production audiovisuelle, de dessins animés entre autres (tiens donc...). L'affaire, menée en duo avec Hachette, aurait été réglée, avec les 41 membres de la famille Dupuis, pour la modique somme de 270 millions de francs. Tout cela fournirait sans doute de quoi sortir une BD croquignolesque ! Mais que ces histoires de gros sous ne vous servent pas de prétexte pour piquer un Gaston Lagaffe, deux Lucky Lucke... ou quatre Dalton.

Toujours en vente



20 francs

FETE de
LUTTE OUVRIERE
ET DE LA
LIGUE COMMUNISTE
REVOLUTIONNAIRE
28 et 29 sept. au parc de
la Mounède
1985

ABONNEMENT A DOMICILE			Nom
	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER	
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique communiste + les numéros hors série de Critique communiste	450 F	500 F	Prénom
2. SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO ROUGE 6 mois = 24 numéros	160 F		Adresse
3. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F	Formule choisie
4. CAHIERS DU FEMINISME 5 numéros	65 F	75 F	Règlement à l'ordre de PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil Tél : 859 00 80
5. INPRECOR 1 an = 25 numéros	250 F	250 F	
Abonnements par avion : nous consulter			

Rouge

- Edité par la société Presse-Édition-Communication (PEC)
- Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31
- Directeur de publication : Christian Lamotte
- Commission paritaire 63922
- Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)

Magouilles blues

La montagne a accouché d'une souris. Le rapport Tricot, censé désigner les responsables du sabotage du navire Greenpeace, se contente de disculper platement le gouvernement et les services secrets, laissant de côté les principales questions. Au terrorisme d'Etat a succédé le mensonge d'Etat.

« La question ne sera pas posée » : c'est par cette phrase que, lors du procès Dreyfus, le président du tribunal répondait aux avocats. Bernard Tricot, chargé de faire toute la lumière sur le sabotage du *Rainbow Warrior*, paraît s'être largement inspiré de l'attitude de ce magistrat. Son rapport, remis au Premier ministre le 26 août, escamote en effet les questions centrales de l'affaire et se contente d'exposer son « intime conviction » que, du pouvoir politique jusqu'aux exécutants, tous les protagonistes français sont innocents.

Comment s'étonner d'un pareil dénouement ? La personnalité même de l'enquêteur (voir page 4) ne laissait pas présager une conclusion sérieuse. De fait, se retranchant derrière le caractère « administratif » de sa tâche, il base ses réflexions sur les déclarations de ses divers interlocuteurs et sur les notes officielles qu'on a bien voulu lui transmettre. C'est maigre pour acquérir une « conviction », dans un domaine où règne par excellence, le non-dit, la falsification et l'embrouille.

Innocents aux mains sales

Dès lors qu'une telle méthode présidait aux investigations, le rapport ne pouvait qu'accumuler les invraisemblances. Pour ne prendre qu'un exemple, l'ancien secrétaire général de l'Elysée, s'inspirant d'une note de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), présente la mission de l'équipage de l'*Ouvéa* comme un entraînement « à la navigation dans la zone du Pacifique-Sud » et une assimilation « à la population ». A l'en croire, les services secrets auraient donc dépensé trois millions de francs, mobilisé trois éléments super-entraînés de leur « division action » pour un simple voyage de tourisme. Un voyage auquel ils étaient d'ailleurs fort mal adaptés, un seul d'entre eux baragouinant l'Anglais. Voilà qui serait risible si un homme n'avait trouvé la mort et si le torpillage du navire de Greenpeace ne jetait une lumière crue sur les pratiques des « armées des ombres ».

Ainsi ficelées, les conclusions de Bernard Tricot ne peuvent que mettre en évidence les « blancs » de son enquête. Résumons-les rapidement.

● Notre homme affirme que les équipes de la DGSE n'avaient qu'une mission d'observation des activités de Greenpeace et qu'elles ne se connaissaient pas. Mais alors pourquoi, à l'exception du capitaine Prieur, alias Sophie Turenge, toutes deux étaient composées de nageurs de combat, précisément formés aux techniques du sabotage à la base d'Aspretto en Corse ? Pourquoi ces deux groupes prétendument indépendants sont-ils entrés en contact, à deux reprises, comme l'ont établi la presse et les autorités néo-zélandaises ?

● L'équipage de l'*Ouvéa* n'a rien à se reprocher, explique encore le rapport. Pourquoi dans ces conditions, a-t-il précipitamment quitté la Nouvelle-Zélande après l'attentat, avec l'aide probable du sous-marin *Rubis* ? Pourquoi surtout a-t-il abandonné les photographies prises durant son périple, alors qu'il était censé être dans cette zone pour cette unique mission ?

● Le récit officiel pose enfin une question de fond, à propos de laquelle les commentateurs ne sont guère prolixes. Greenpeace est une organisation légale, ayant pignon sur rue. Comment justifier la mobilisation d'un nom-

bre aussi important de barbouzes pour l'infiltrer, contrecarrer ses initiatives et ficher ses adhérents ? Pour les socialistes comme pour leurs prédécesseurs, la raison d'Etat supplante-t-elle le respect des libertés élémentaires ?

La réponse à ces questions ne se trouve pas dans le rapport Tricot. Mais les pistes permettant de leur apporter une réponse n'ont pu être totalement dissimulées. Trois points en ressortent qui, élucidés, pourraient sans doute rapprocher de la vérité. Une vérité qui, directement ou indirectement, impliquerait le gouvernement et la haute hiérarchie militaire.

1. Tricot confirme que Greenpeace est depuis longtemps la bête noire de l'armée : « L'annonce de la reprise des manifestations de Greenpeace irrita certainement un grand nombre de militaires et civils qui s'occupent, en France ou sur place, du Centre d'essais du Pacifique. » Aussi, dès le 4 mars, l'amiral Fagès, directeur du Centre d'essais nucléaires (DIRCEN) saisissait le ministère de la Défense.

2. C'est au plus haut niveau du pouvoir politique et de l'appareil d'Etat qu'a été prise la décision de charger la DGSE du « dossier Greenpeace ». C'est Charles Hernu qui l'a confié à l'amiral Lacoste, « avec l'accord du chef de l'état-major particulier du président de la République », précise Tricot.

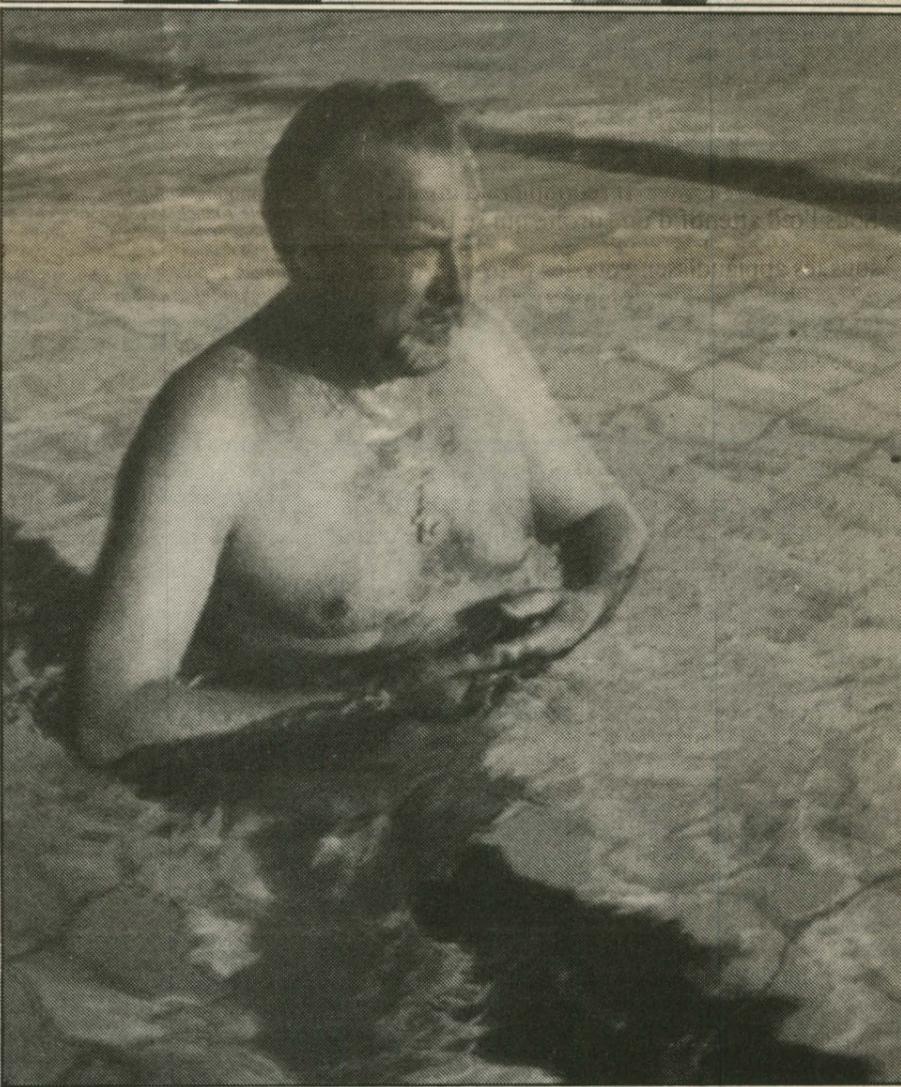
3. Le rapporteur se voit contraint de mentionner des notes de nature fort ambiguë. C'est le cas de celle de l'amiral Fagès, écrivant, le 1^{er} mars : « Par ailleurs, une intensification de la recherche de renseignements concernant la position et les déplacements du Vega et du Rainbow Warrior a été suggérée afin de prévoir et anticiper les actions de Greenpeace. » Par ailleurs, Tricot rend compte en ces termes du résumé fait par l'amiral Lacoste de la mission des agents de la DGSE : « Ces agents pouvaient être invités à réfléchir aux voies et aux moyens propres à contrecarrer l'action de cet organisme. » Même s'il a écarté l'hypothèse, le dignitaire gaulliste se demande, lui-même, si cela ne peut signifier « empêcher physiquement l'un au moins des bateaux de quitter la Nouvelle-Zélande ».

Une leçon de choses

Le rapport Tricot était censé blanchir l'Etat français. Mais le texte incroyable remis au gouvernement pourrait bien produire l'effet contraire. Quoi qu'il en soit, le meilleur film de l'été constitue une véritable leçon de choses.

Il révèle en premier lieu que, lorsque sont en jeu les intérêts supérieurs de l'Etat — c'est-à-dire ceux de la classe dominante — les clivages politiques s'estompent entre la droite et la gauche social-démocrate. N'a-t-on pas vu Chaban Delmas se « réjouir » des conclusions du rapport Tricot, le RPR refuser « de se livrer à une polémique » et Giscard clamer : « Qu'il ait raison ou tort, c'est mon pays » ? Bien avant 1986, la cohabitation est de règle quand la V^e République est concernée.

Pour autant, c'est toujours la réaction qui tire les bénéfices de telles pratiques. Le gouvernement se retrouve aujourd'hui en première ligne. Les conclusions de l'enquête administrative rejaillissent sur son image dans l'opinion. Et elles atteignent un des derniers domaines où les socialistes pou-



vaient encore tenter de se prévaloir d'un bilan positif : la défense des libertés. Le tout sur fond de crise diplomatique avec les états du Pacifique, zone que la France utilise avec cynisme et arrogance pour ses expériences nucléaires.

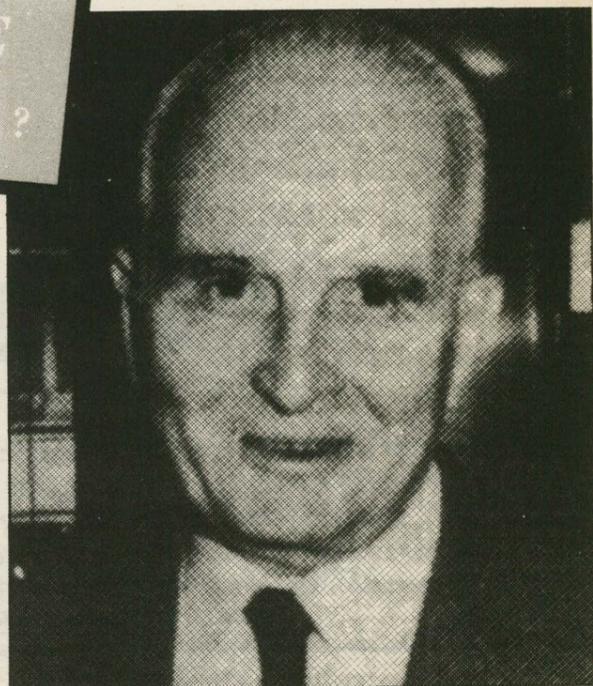
Dans ces conditions, si l'affaire connaît de nouveaux rebondissements, c'est le pouvoir qui en sera la première victime, même si Fabius feint de ne pas se satisfaire des conclusions de l'enquête. Sans la moindre reconnaissance, la droite le laissera se dépêtrer avec les conséquences de sa gestion des intérêts de l'impérialisme français. Déjà Tricot dégage, à l'avance ses responsabilités et suggère que les gouvernants pourraient l'avoir induit en erreur : « Tout ce que j'ai entendu et vu me donne la certitude qu'au

niveau gouvernemental, il n'a été pris aucune décision tendant à ce que le Rainbow Warrior soit endommagé. »

Laissons la conclusion provisoire de ce feuillet à celui qui écrivait, il y a vingt ans : « Quand les archives s'ouvriront à la curiosité des historiographes de la police secrète et les auteurs de films d'espionnage, la V^e République leur fournira une pâture d'une abondance exceptionnelle. Il est vrai que dirigeants, à tour de rôle conspirateurs ou ministres, n'ont pas cessé de montrer une prédilection particulière pour le monde obscur des agents spéciaux, des spadassins affidés et provocateurs. » L'auteur s'appelait François Mitterrand.

Christian Picquet

Le croisé de la raison d'Etat



Bernard Tricot : du terrorisme d'Etat aux mensonges d'Etat.

En confiant à Bernard Tricot l'enquête sur le sabotage du navire de Greenpeace, Mitterrand et Fabius espéraient qu'il les aiderait à disculper l'Etat et ses différents rouages. Le dignitaire gaulliste n'a pas failli à cette mission. Quelle leçon de choses sur les pratiques de cette V^e République, où une poignée d'obscurs hauts fonctionnaires disposent d'un pouvoir absolu, hors de tout contrôle public.

Les serviteurs de l'Etat ont une fâcheuse tendance, ces temps-ci, à brandir leur dictionnaire pour réfuter les faits. En janvier dernier, le leader kanak Eloi Machoro est assassiné, mais Edgard Pisani nous explique qu'il a été « neutralisé ». Huit mois plus tard, le bateau de Greenpeace est coulé. On apprend qu'une directive de la DGSE demandait à ses agents d'« anticiper » les actions du mouvement paci-

fiste. Bernard Tricot, l'enquêteur, y consacre deux pages de son rapport : dans ce cas, « anticiper » ne signifie rien d'autre... qu'anticiper. C'est beau d'avoir des lettres, quand même.

Et Bernard Tricot sait très bien écrire et formuler ces phrases qui permettent de parer tous les coups. Après tout, il n'est qu'un serviteur de l'Etat.

Serviteur, oui, mais de la trempe des éminences grises,

de ceux qui pèsent tant sur les décisions des gouvernements qu'on peut dire que ce sont eux qui les prennent. Nommé au Conseil d'Etat en 1945, il s'envole très vite vers les cabinets où, dans un silence feutré, se nouent la haute politique et les hautes embrouilles.

De 1954 à 1959, il est le collaborateur de plusieurs ministres aux Affaires marocaines, tunisiennes, algériennes. En 1959, première consécration, il entre à l'Elysée comme conseiller technique de De Gaulle pour l'Algérie. Pendant trois ans, il va connaître tous les dessous de cette guerre infâme. Il est au cœur des tentatives pour négocier la « paix des braves ». De Melun à Evian, il est de toutes les conférences. Enfin, de mars à juillet 1962, il assiste, sur le terrain, Christian Fouchet dans sa lutte contre l'OAS.

La guerre finie, de Gaulle

ne le laisse pas tomber. Il le charge de réorganiser l'armée et le nomme auprès de Pierre Messmer, ministre de la Défense de l'époque. Puis, après l'affaire Ben Barka, c'est lui qui s'occupe de faire passer les services secrets sous la tutelle du ministre des Armées.

De sa carrière, Tricot a retiré des convictions en acier trempé, qui forment le corps de ce que la presse appelle son « sens de l'Etat ». Son passage au cabinet de Messmer, à l'époque où de Gaulle commençait à mettre en place la force de frappe, en a fait un partisan assuré de la dissuasion nucléaire. Ce n'est donc pas lui qui allait jeter la pierre aux socialistes pour avoir voulu protéger le centre d'expérimentations du Pacifique.

Mieux, Bernard Tricot présentait un profil politique idéal pour Laurent Fabius, tout entier à ses préparatifs de cohabitation. C'est un

gaulliste convaincu ; il a même écrit un livre où transparaît son admiration forcée pour le général de Gaulle et le « service de l'Etat ». Certes, sous Pompidou et sous Giscard, il a été « relégué » au Conseil d'Etat. Certes, il n'appartient pas au RPR mais l'opposition se garde bien de le critiquer et le reconnaît tacitement comme l'un des siens. De façon sybilline, Tricot l'a admis lui-même puisqu'il a déclaré au *Matin* : « L'idée de faire appel à moi présentait certainement

un intérêt tactique » [pour le gouvernement].

Voilà donc les socialistes blanchis par un gaulliste au-dessus de tout soupçon.

« On ne nomme jamais quelqu'un avant qu'il ait été reconnu coupable », dit encore Tricot qui, lorsqu'il était à la commission des opérations en Bourse de 1980 à 1984, est passé maître dans l'art de démêler les magouilles sans jamais nommer les responsables.

Flora Chénétier

Les 400 coups de la rentrée

Les dossiers brûlants de la rentrée sociale s'accumulent. Les licenciements en perspective, notamment à Renault, vont intervenir dans le cadre d'un marché du travail, où l'emploi précaire se développe. Parallèlement, l'étendue de la couverture sociale (assurance-chômage, vieillesse ou maladie) tend à se restreindre sous les coups patronaux et gouvernementaux.

La question de l'emploi, en cette rentrée 1985, prend un aspect nouveau. Si au 19 août, 2 259 000 chômeurs étaient inscrits à l'ANPE, ce chiffre global reflète mal la réalité.

Deux phénomènes apparaissent. Le premier concerne l'emploi des jeunes (15-24 ans). Ceux-là connaissent une scolarité prolongée, un maintien dans le système scolaire, ultime parking avant le chômage. Le volume des jeunes enregistrés sous la rubrique « actifs occupés » décroît de 226 686 entre 1983 et 1984. Une seconde cause réside dans l'utilisation des travaux d'utilité collective (TUC), machine à dégrever les statistiques du chômage. En juillet, les 15-24 ans étaient 136 668 à être employés à ce titre, pour une période de trois mois.

Le second phénomène est l'extension du travail précaire, qui a pour effet d'accélérer la rotation du nombre de chômeurs sur les listes des ANPE. En témoignent la part

croissante des inscriptions sur les listes pour cause de fin de contrat à durée déterminée, ou le nombre croissant de demandeurs d'emploi disponibles pour un travail à temps partiel.

Entre 1983 et 1984, il a été enregistrée une perte de 324 091 emplois parmi les « actifs occupés », alors que les emplois à temps partiel progressaient de 106 982. Si l'on ajoute les emplois régis par des contrats à durée déterminée et, bien entendu, l'intérim, une conclusion s'impose : la précarité de l'emploi progresse de façon considérable.

Ultime caractéristique de la situation de l'emploi, l'augmentation des départs en préretraite, solution employée à haute dose dans les restructurations industrielles.

L'emploi précaire se développe, l'emploi des jeunes se raréfie, l'emploi des ouvriers de production se réduit. Si, entre 1983 et 1984, l'ensemble des catégories socio-professionnelles progressent en

chiffres absolus, seule la catégorie « ouvriers d'industrie » régresse de 318 027 emplois. C'est dans ce contexte que nombre de dossiers sociaux vont connaître leur aboutissement.

Renault d'abord. Le plan Besse entrera dans sa phase d'application entre octobre et décembre 1985. 21 000 suppressions d'emplois sont prévues jusqu'en 1986, dont bien entendu, des licenciements « secs ».

Les licenciements et suppressions d'emplois prononcés cet été vont également

entrer en vigueur à la Nor-Med (980 emplois, à Dunkerque), à Unimétal Trith-Saint-Léger (770 emplois), aux Coop (2 000 emplois). Selon les sources officielles du ministère du Travail, 36 emplois par jour vont être supprimés jusqu'à la fin de l'année en Seine-Saint-Denis et 500 par mois dans le Val-d'Oise.

La chute de l'emploi, si elle permet au patronat de récupérer des gains de productivité, a des conséquences sur la protection sociale.

Les allocations chômage,

l'UNEDIC, seraient financées par moitié, entre salariat et patronat, selon les termes d'un accord CNPF, CGC, CFDT, FO, CFTC, qui se concocterait à l'ombre du tapis vert, dans le courant du mois de septembre 1985. Ainsi la charge des licenciements passerait des licenciements patronaux (environ 73 % des cotisations UNEDIC) à ceux qui sont en permanence menacés de licenciement, les salariés (environ 27 % de la charge actuelle).

Au-delà des allocations

chômage et de leur financement, c'est l'ensemble du régime général de la Sécurité sociale qui va être sur la sellette, par le biais du sempiternel débat sur son déficit.

En effet, 200 000 chômeurs équivalent à une perte de neuf milliards de centimes pour la Sécurité sociale. Cette perte de recettes se cumule à l'accroissement de la dette patronale qui, annuellement, bénéficie de la mansuétude des conseils d'administration. Quant au gouvernement, il prévoit dans son budget 1986, une réduction de six milliards de l'aide à la protection sociale.

L'augmentation du déficit de la caisse vieillesse, notamment en raison de la retraite à 60 ans, jumelée à la

hausse modeste mais permanente des dépenses de santé, inciteront le gouvernement et le patronat à reposer la question des prélèvements sociaux sur les salaires, ainsi que de nouvelles mesures d'abaissement des prestations, comme en témoigne la disparition des remboursements de 379 médicaments (dont les médicaments contre la douleur, appelés « de confort ») pendant l'été.

Il serait injuste de conclure sans faire référence à la chute du pouvoir d'achat mise en lumière par les très officiels Comptes de la nation, chute qui n'épargne même plus le SMIC.

Jean Lantier

Georgina Dufoux : elle a annoncé une réduction de six milliards de l'aide à la protection sociale



L'été meurtrier à Lille

Trith-Saint-Léger, la navale à Dunkerque, Massey-Ferguson, plus de 7 000 licenciements, au total, dans le seul département du Nord, en juillet. L'été dernier a été meurtrier, dans la région de Lille, pour l'emploi.

De notre correspondant

C'est une tradition désormais établie, l'été est la période pendant laquelle les patrons en profitent pour porter leurs coups bas. Mais dans le genre, l'été 1985 aura sûrement présenté le pire scénario catastrophe que l'on puisse imaginer pour les travailleurs du Nord Pas-de-Calais.

Au total, selon l'UD-CGT du Nord, 7 315 suppressions de postes ont été annoncées dans le seul département en juillet. Détailler, entreprise par entreprise donnerait une liste à la Prévert.

Ce même mois, l'observatoire économique régional de l'INSEE publiait deux études portant sur l'emploi industriel régional. Nous en avons extrait quelques chiffres. En 1984, 15 200 emplois ont été supprimés dans les seuls grands établissements industriels (hors énergie, donc les mines), ce qui représente une baisse de 5 % des effectifs. En 1983, c'étaient déjà 14 300 emplois qui avaient été supprimés. En 10 ans, hors bâtiment et travaux publics, ce sont 15 800 emplois qui ont disparu.

Ajoutons que ce même observatoire prévoit que d'ici 1990, 5 700 emplois sont appelés à disparaître dans ce secteur. Sur 1983 et 1984, les suppressions nettes d'emploi (différence entre pertes d'emploi industriel et créations, dans le tertiaire en particulier) atteignent 26 000.

Trop, c'est trop

Pour compléter ce tableau statistique, une seconde étude de l'INSEE nous révèle que certaines zones sont particulièrement affectées. Depuis 1981, la Sambre et l'Avesnois ont vu leurs effectifs industriels décroître de 10,3 %, le Valenciennois de 8 %, le Cambrésis de 9,2 % et enfin Lille, le Douaisis et l'Artois de 6 %. Sur dix ans, l'arrondissement de Dunkerque (chantiers navals) a perdu 15 % de ses emplois et son taux de chômage s'élève aujourd'hui à 15 % de la population active. Dans le même temps, le Valenciennois (Unimétal) perdait 40 % de ses emplois et son taux de chômage s'élève à 18 %.

Ces chiffres bruts donnent une idée de l'indigestion qui a suivi l'annonce des licenciements tant aux chantiers navals de Dunkerque qu'à Trith Saint-Léger, à l'usine Unimétal.

Aujourd'hui, les « Massey » sont contraints d'accepter le licenciement économique qui frappe les 1 150 sala-

riés qui, depuis juin 1984, étaient en chômage partiel total. La direction de Massey Ferguson avait de toute évidence décidé de liquider cette unité de production. Quand, en 1983, elle annonce six cents licenciements, les travailleurs de cette entreprise entament une lutte acharnée qui pendant de nombreux mois servira d'exemple pour les travailleurs de la métropole lilloise. Début 1984, un accord est signé entre le ministre de l'Industrie de l'époque, Laurent Fabius, et la direction de cette multinationale. Le gouvernement accorde une subvention de dix milliards de centimes à Massey Ferguson et autorise les six cents licenciements contre la promesse de ne pas fermer l'usine de Marquette. Aujourd'hui, le résultat est là, et ces derniers mois les Massey se sont sentis bien seuls.

Mais les Massey, hélas ne sont plus seuls. A c't'heur (comme on dit en ch'ti), les travailleurs de la navale ont repris le flambeau. La navale à Dunkerque, c'est comme qui dirait la tour Eiffel à Paris ou Saint-Sernin à Toulouse. Faut pas y toucher.

Depuis que les chantiers navals de Dunkerque ont été regroupés avec ceux de La Seyne et de La Ciotat dans Normed, les coups ne cessent de pleuvoir. Dernier en date, l'annonce faite mardi 16 juillet de sept cents licenciements. Pour le Dunkerquois, c'est un coup mortel. Il préfigure l'arrêt de la navale à Dunkerque. Mais là on a des traditions de lutte et d'unité. L'intersyndicale regroupe la CGT, la CFDT la CGC et FO. Les cadres ont refusé d'établir les listes de licenciés et dans les manifs on ne descend jamais à moins de mille.

Six mille personnes pour le 323

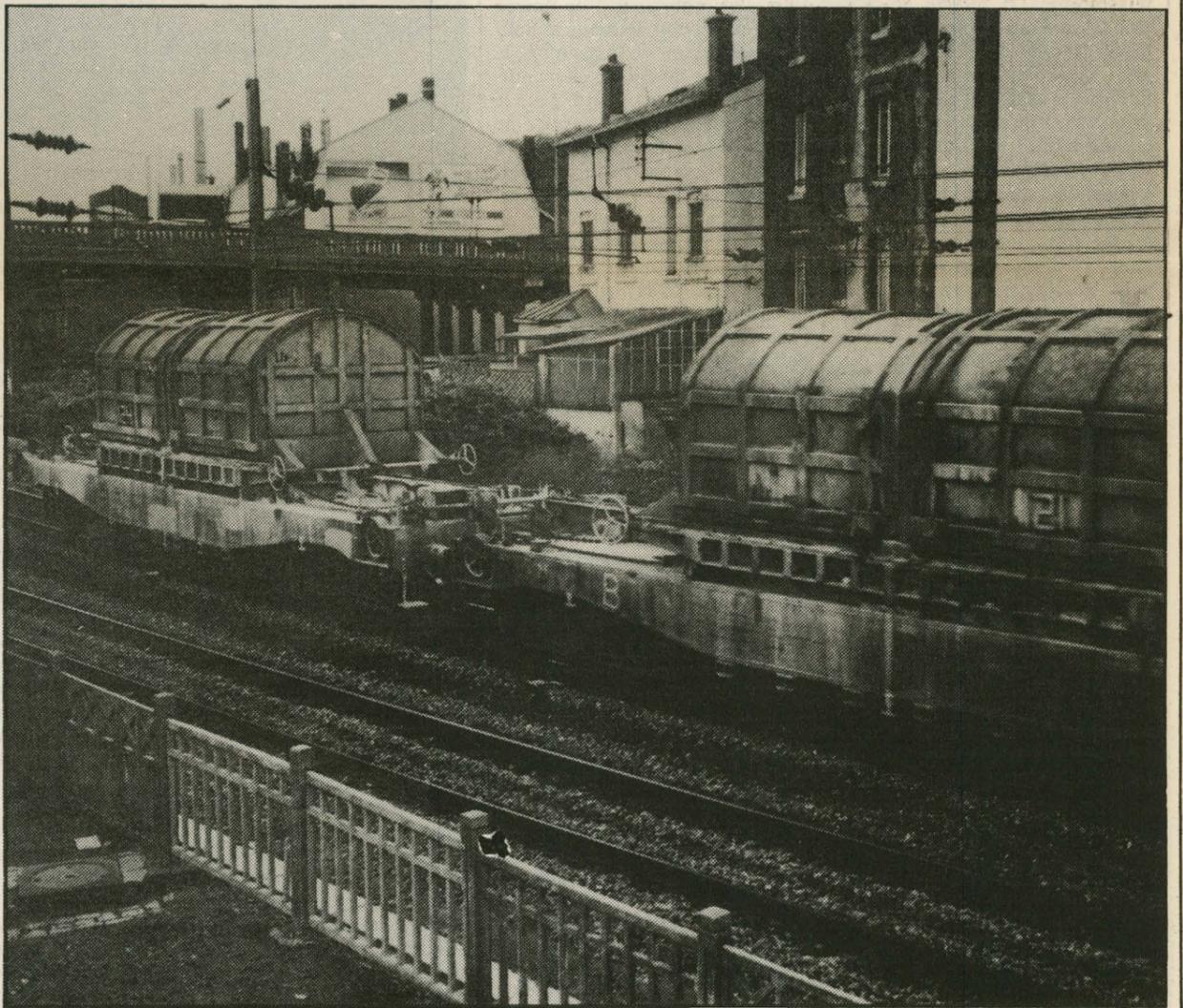
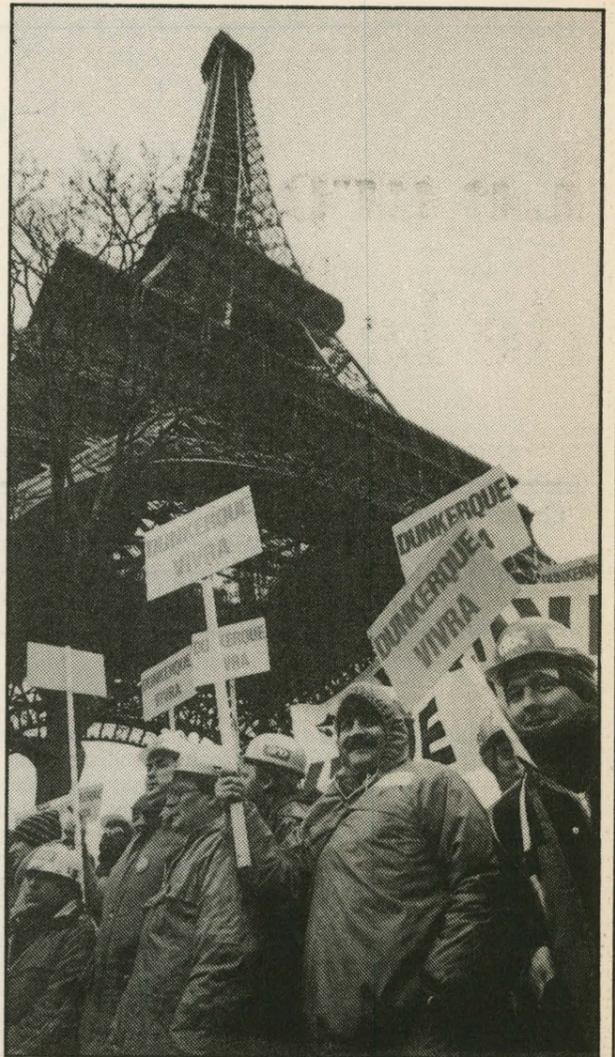
Le 19 juillet, pour le lancement du 323 (le 323^e bateau produit par les chantiers navals de Dunkerque), les commerces ont baissé rideau, la mairie et certaines administrations ont fermé pendant deux heures et plus de six mille personnes sont venues soutenir les travailleurs de la navale en assistant au lancement.

Enfin le dernier coup bas dans la région, ce fut les travailleurs d'Unimétal à Trith Saint-Léger (banlieue de Valenciennes) qui en furent victimes. A Valenciennes, vingt-six mille emplois industriels ont déjà été perdus en dix ans ; il existe vingt mille

demandeurs d'emplois, des centaines de maisons ouvrières sont à vendre. Le plan de mars 1984 prévoyant le maintien du train à poutrelles a été un espoir, mince, pour les sidérurgistes. Un plan qui supprimait vingt mille emplois dans la sidérurgie, faut-il le rappeler, mais qui épargnait Trith.

Pour les technocrates européens, la purge devait être encore plus sévère. Les groupes Arbed (Luxembourg) et Sacilor (France) se répartissent les marchés définis par les quotas européens et le train à poutrelles de Trith Saint-Léger se voit ainsi sacrifié. Logique, non ? D'ailleurs, le préfet Chérèque (mais si, vous connaissez Chérèque, ex-numéro deux

s'abaisser à une telle confrontation) est « montée » pour l'occasion, à Matignon pour expliquer à Fabius qu'à quelques mois des législatives ces nouveaux licenciements dans la sidérurgie du Nord, les mettent vraiment mal à l'aise. Dérisoire ! Les mêmes avaient applaudi des deux mains au plan de mars 1984 qui prévoyait vingt mille licenciements, au nom des impératifs de modernisation. Ils trouvent simplement qu'il ne faut pas en rajouter. Mais enfin messieurs, c'est la même logique qui préside, et les licenciements de 1985 valent autant que ceux 1984. Le PC, de son côté, gomme aussi allègrement qu'il était lui aussi au gouvernement à cette époque.



Manifestation de la navale à Paris, en janvier 1984. Et wagons servant au transport du minerai.

de la CFDT qui a été nommé préfet en Lorraine) ne juge-t-il pas que : « Le plan Jacquet (du nom du P-DG d'Unimétal, NDLR) est un bon plan, réfléchi et réaliste qui prend en compte la concurrence internationale et les échéances budgétaires de la Communauté européenne !!! Libéralisme, quand tu nous tiens !!

Sauf que ce qu'a oublié Chérèque, c'est que les travailleurs n'entendent pas faire les frais des accords entre multinationales et qu'ils revendiquent à juste titre, d'abord et avant tout le maintien de l'emploi.

Toute la clique Mauroy (car ce dernier n'a pas voulu

Le nouveau plan Jacquet signifie le passage de 19 000 emplois actuellement chez Unimétal à 14 200 fin 1986 et 13 100 en 1987. L'unité de Trith Saint-Léger n'est pas la seule visée, les unités de Pompey et Longwy en Lorraine le sont également, bien que le détail ne soit pas encore connu.

Le cancer de la division

Une constatation s'impose alors face à de telles attaques tout sectarisme et tout repli sur son propre site doivent être exclus. A Trith Saint-Léger, les divisions ont déjà fait très mal. En quelques jours, l'unité de départ qui

entraînait massivement les travailleurs dans la lutte a été rompue. Le PC et la CGT ont organisé leurs propres manifestations, au nom de « Laissons les fossoyeurs ensemble », en prenant ainsi le risque de casser la dynamique unitaire. La CGC propose son propre plan de restructuration qui permettrait de supprimer « seulement » 320 emplois. La CFDT, quant à elle, demande de s'en tenir aux arbitrages de 1984. Les travailleurs ne peuvent accepter de se laisser enfermer dans de telles impasses.

La LCR Nord Pas-de-Calais a envoyé un texte de soutien aux intersyndicales de la Normed, d'Unimétal et de

Fauvet-Girel. Il ne peut être question d'accorder quelque confiance que ce soit aux promesses gouvernementales, que ce soit à propos d'Unimétal (« La fermeture de l'usine ne pourra intervenir tant que des créations d'emplois correspondantes ne seront pas effectivement réalisées ») ou des chantiers navals (maintien de la production).

Les promesses de reconversion, nous savons ce qu'elles valent et ceux qui sont déjà partis ou ont été licenciés en ont fait les frais : c'est du bidon, c'est l'antichambre du chômage. Par contre, lutter, oui c'est possible.

Patrick Debrest

L'été polonais commençait

La première phase de la révolution polonaise a été l'une des plus extraordinaires expériences internationales d'auto-organisation de la classe ouvrière. Reprendre son fil, c'est la voir avec ses forces et ses faiblesses.

Il y a quelques jours, à Gdansk, dans l'église Sainte-Brigitte — point de rassemblement des partisans de Solidarnosc clandestin —, quelqu'un avait placardé, à côté des vingt et une revendications d'août 1980 et des banderoles syndicales tendues sur les murs, une affiche rédigée à la main qui disait : « Cinq ans ont passé. Il est temps de recommencer. » Il y a cinq ans, après deux semaines du puissant mouvement de grève qui ébranla la Pologne et impressionna le monde, le pouvoir bureaucratique signait les célèbres accords avec les comités de grève de la Baltique et de Haute-Silésie. Ce faisant, il reconnaissait la quasi-totalité de leurs revendications. Le droit des travailleurs de s'auto-organiser dans un syndicat indépendant du parti au pouvoir et des employeurs d'Etat pour défendre leurs intérêts et leur dignité. Le droit de grève. Le respect des libertés d'expression, de publication et d'impression pour tous les citoyens. L'échelle mobile des salaires. La suppression des privilèges de la police, de la sécurité et du POUF. La création de

crèches et d'écoles maternelles en nombre suffisant pour les enfants des femmes travailleuses. Les samedis libres et la diminution de la semaine de travail de quarante-six à quarante heures. Et, parmi beaucoup d'autres choses, il reconnaissait la silicose comme maladie professionnelle des mineurs... La première phase de la révolution polonaise se terminait par une victoire. Un contre-pouvoir démocratique de la classe ouvrière était né. Dix millions de travailleurs s'incorporaient à ce qui en était l'expression, le syndicat Solidarnosc. Durant de longs mois, la bureaucratie espérait qu'elle pourrait le démanteler peu à peu, le diviser ou le mettre au pas. Ce ne fut pas le cas. La classe ouvrière polonaise incarne l'une des plus extraordinaires expériences d'auto-organisation et d'activité indépendante du mouvement ouvrier mondial. En juillet 1981, au nom des travailleurs, le mouvement pour l'autogestion ouvrière impulsé par Solidarnosc lançait le mot d'ordre : « Rendez-nous nos usines ! », et formait des conseils ouvriers



L'annonce par Lech Walesa de l'accord passé avec le gouvernement, à Gdansk, le 29 août 1980.

pour gérer les entreprises. Solidarnosc exigeait le contrôle social sur l'ensemble de l'économie, tout comme sur la radio et la télévision. Il revendiquait des élections libres à la Diète et la mise en place d'un pouvoir responsable devant le peuple travailleur des villes et des campagnes (voir encadré). Les dés étaient jetés.

La bureaucratie comprit que si elle voulait garder le pouvoir, elle n'avait pas d'autre solution que de recourir à un coup de force contre-révolutionnaire exécuté par les forces de police et l'armée. Le 13 décembre 1981, c'était l'instauration de l'état de guerre.

Ce fut une grave défaite pour Solidarnosc, mais non l'écrasement. Plus de trois ans ont passé, et pourtant la « normalisation » du pouvoir totalitaire n'est que très relative. Il n'est pas parvenu à extirper Solidarnosc du cœur des travailleurs ni des usines. Acculé à la clandestinité, le syndicat libre continue à agir, avec des hauts et des bas. Réduit à certains moments à une expression très limitée dans certaines régions, il resurgit dans d'autres. Désorganisé par la répression policière et affaibli par le découragement de ses militants dans certaines usines, il se reorganise et se reconstruit ailleurs. La presse clandestine continue à éditer et à faire circuler des centaines de titres de journaux. Des grèves éclatent, bien que dispersées.

Le 1^{er} Mai, sous la menace des matraques policières, les manifestations appelées par Solidarnosc rassemblent plus de travailleurs que ce ne fut le cas en France récemment. Dans les usines, un plus grand nombre de travailleurs cotisent pour leur syndicat clandestin que ce n'est le cas en France pour les syndicats légaux.

Bien qu'elle ait perdu un membre après l'autre et qu'elle soit traquée en permanence par un puissant appareil de répression, la direction nationale de Solidarnosc se maintient dans la clandestinité. Pourtant, elle est désorientée quant à la stratégie à suivre, et elle est faiblement liée à la base dans les usines. Elle a accumulé les erreurs tactiques et n'a pas su s'appuyer sur le potentiel de résistance existant pour rassembler les forces éparses et les renforcer, pour tracer des perspectives. Obnubilée par le risque d'intervention des chars soviétiques, elle retombe souvent dans les vieilles illusions concernant la possibilité d'une entente avec le pouvoir.

En août 1980, une militante du KOR présente aux chantiers Lénine écrivait à propos de Lech Walesa : « La raison essentielle de l'immense autorité de cet homme, c'est à mon avis la foi, comme il dit, qu'il a dans la victoire (...) On ne décèle chez lui aucune crainte, aucune panique, pas la moindre trace de nervosité. Pourtant, il n'existe pas une seule personne saine d'esprit qui soit en état d'élimer l'éventualité d'une intervention militaire (...) Walesa n'a pas le moindre doute lorsqu'il s'adresse à la foule. Il répète sans cesse : notre but, c'est un syndicat libre, indépendant de qui que ce soit. Et nous l'aurons ! »

Ce qui manque aujourd'hui à Walesa et aux dirigeants syndicaux nationaux qui sont dans la clandestinité, c'est avant tout une foi de cet acabit. La reprise de la lutte de classe par les travailleurs de l'Ouest et leur solidarité avec Solidarnosc peuvent jouer un rôle décisif pour ressusciter cette confiance en soi et aider le syndicat clandestin dans son combat.

Arthur Wilkins

La journée qui ébranla les bureaucrates

Quand un des initiateurs de la grève qui allait ébranler la Pologne raconte cette journée du 14 août 1980, on se dit que ce témoignage de l'intérieur des chantiers navals de Gdansk vaut les meilleures pages de la littérature d'Europe de l'Est.

8 août 1980. La soudeuse Anna Walentynowicz, ancienne héroïne stakhanoviste (270 % de la norme en 1951), maintenant militante du comité clandestin des syndicats libres, est passée à tabac dans le commissariat de la police et licenciée de son travail aux chantiers navals Lénine de Gdansk.

Le comité des syndicats libres décide d'appeler à la grève en sa défense. Le matin du 14 août, trois jeunes ouvriers — Jerzy Botowczyk, Bogdan Felski et Lucjan Pradzynski, tous âgés de vingt-quatre ans, tous militants du comité — incitent plus de cent mille ouvriers à cesser le travail. A leur appel, un autre militant et ancien électricien

des chantiers, échappant à la surveillance policière, saute par-dessus le mur et pénètre dans l'entreprise. C'est « Leszek » : Lech Walesa. Un des trois initiateurs de la grève, Botowczyk, raconte ce qui s'est passé ce jour historique où se déclençait la révolution polonaise. Son récit est repris de l'hebdomadaire Solidarnosc (n° 20 du 14 août 1981), le journal central du syndicat.

Des gens se mirent à crier : « Sortons du chantier ! » Nous avons crié qu'il ne fallait pas, que cela recommencerait comme en décembre 1970, et nous avons consacré une minute de silence à

la mémoire des victimes. Tous ôtèrent leurs casques. Une minute, sans le moindre bruit, puis l'hymne national qui retentit. Il était à peu près 10 heures, peut-être plus. Nous cherchions où conduire les gens, et nous nous sommes dirigés vers une pelleteuse où il y avait notre banderole au milieu d'un vaste espace.

Nous avons aussitôt sauté sur la pelleteuse, bien qu'aucun de nous n'ait envie de prendre la parole. Personne ne savait trop que dire. Mais nous devions nous y forcer, et nous nous sommes mis à parler. J'ai tout de suite déclaré qu'il fallait créer un comité de grève. J'ai sorti un papier, un crayon à bille, et j'ai dit : « Nous nous inscrivons au comité de grève. Nous demandons que s'y inscrivent aussi des plus âgés, avant tout des ouvriers. » Je soulignais particulièrement qu'il fallait que ce soit des ouvriers pour que l'intelligentsia qui nous avait déjà vendus ne s'infiltrât pas une fois de plus. Je

Appel aux ouvriers de l'Est

Les délégués réunis à Gdansk pour le 1^{er} Congrès national du syndicat indépendant autogéré Solidarnosc saulent et expriment leur soutien à tous les ouvriers d'Albanie, de Bulgarie, de Tchécoslovaquie, de RDA, de Roumanie, de Hongrie et de toutes les nations qui composent l'Union soviétique.

En tant que premier syndicat indépendant dans notre histoire de l'après-guerre, nous sommes profondément convaincus de la communauté de nos devenirs. Nous vous assurons que, contrairement aux mensonges répandus dans vos pays, nous sommes l'expression authentique des travailleurs, forte de dix millions de membres, constituée à la suite de grèves ouvrières. Notre objectif est la lutte pour l'amélioration des conditions de vie de tous les travailleurs.

Nous appuyons ceux d'entre vous qui se sont engagés dans la voie difficile de la lutte pour un mouvement syndical libre. Nous avons bon espoir que, bientôt, vos représentants et les nôtres pourront se rencontrer pour échanger leurs expériences syndicales.

savais qu'en 1970 et 1976, deux chefs d'atelier s'étaient inscrits dans les comités de grève et les avaient tout simplement vendus. Je ne voulais pas que la situation se reproduise. Je voulais que ce soit des ouvriers aux mains graisseuses.

J'appellais : « Les plus âgés. Ceux qui ont de l'autorité et de la confiance dans les brigades... » Mais où étaient-ils ? J'inscrivais, je regardais : un jeune !

Le premier à se manifester, parmi les vieux, ce fut Heniek Jagielski, que Leszek nous avait recommandé. Il est monté sur la pelleteuse. J'appellais à nouveau pour qu'ils formulent leurs revendications : « Que celui qui a quelque revendication à satisfaire l'inscrive là, sur cette feuille ! »

Ensuite, c'est le directeur qui s'est amené avec sa suite. Il était au pied de la pelleteuse, et les gens ne le voyaient pas. Nous l'avons aidé à grimper sur la pelleteuse. Nous l'avons hissé. Il était stupéfait. Jamais il n'avait rien vu de semblable. Il a déclaré : « Eltsez votre comité de grève et retournez travailler. » Mais les gens rassemblés se mirent à siffler. Ils n'avaient absolument pas envie de l'entendre.

J'aperçus Leszek qui arrivait en courant. Je l'ai inscrit immédiatement comme vingt-et-unième sur la liste. Sans rien lui demander, je ne vois pas ce que j'aurais pu lui demander. Il a bondi sur la pelleteuse. Il avait l'air très énervé et s'est tourné vers le directeur :

« Me reconnaissez-vous ? » Je me souviens qu'il brandissait son doigt vers le directeur qui restait coi. « Dix ans, j'ai travaillé sur ce chantier. Et vous m'avez jeté dehors malgré le mandat de confiance du personnel ! »

Les gens s'en prenaient au directeur, sans lui permettre d'en placer une.

J'ai remis le papier à Leszek pour qu'il lise la liste du comité de grève. Il voit son nom et dit : « Même moi, on m'y a inscrit. M'acceptez-vous ? » Instantané-

ments sales. Le directeur a dit : « Bon, j'aimerais savoir avec qui je parle. Présentez-vous, indiquez votre atelier. » Nous nous sommes présentés, annonçant notre atelier. Il voulait débiter les négociations, quand Leszek a dit : « Madame Walentynowicz n'est pas ici et il n'y a pas de mégaphone. »

« Faut-il qu'elle soit là ? », demanda le directeur, expliquant qu'on n'avait pas laissé sortir la voiture qu'il avait envoyée.

Sur quoi Bogdan Felski est parti avec le chauffeur chercher Anna



Compte-rendu des négociations par Lech Walesa au comité de grève du chantier naval Lénine de Gdansk.

ment, tous applaudissent. Il a lu toute la liste et s'est ensuite mis à parler.

Leszek a commencé à dire qu'il fallait rassembler les revendications et s'organiser. Nous avons décidé que nous n'entreprendrions pas de négociations tant qu'il n'y aurait pas de haut-parleurs et tant qu'Anna Walentynowicz ne serait pas parmi nous. Les gens se sont mis à scander. Quelqu'un, je ne sais pas qui, avait lancé le mot d'ordre de la ramener avec la voiture du directeur. Celui-ci n'ouvrait pas la bouche. Mais finalement, il a donné son accord. Tous ceux qui étaient inscrits au comité se sont rendus à W4 avec Leszek.

Ils avaient préparé sept revendications, la première étant qu'on ne nous vide pas après la grève. Ensuite, l'alignement des allocations diverses sur celles perçues dans la milice et l'armée ; la réintégration de Walentynowicz et de Walesa ; la création de syndicats libres ; l'érection d'un monument à la mémoire des ouvriers assassinés en décembre 1970 ; l'augmentation des salaires de 2 000 zlotys. Le point le plus important, c'était la création de syndicats libres. Nous savions que si nous n'obtenions pas cela, nous n'obtiendrions rien.

Nous sommes ensuite allés chez le directeur. A peine étions-nous entrés que le directeur nous a dit : « Messieurs, s'il vous plaît, asseyez-vous. » Et nous voilà installés avec nos casques et nos

Walentynowicz. Nous avons répété au directeur que nous ne négocierions pas tant qu'il n'y aurait pas de mégaphone.

« Ou peut-il être ? », a dit bêtement le directeur. Moi, je ne savais pas où était le mégaphone, mais je crois bien qu'il le savait. Il s'est mis à fumer, répétant de façon idiote qu'il ne savait vraiment pas où se trouvait ce mégaphone. « Dans ce cas, avons-nous dit, il n'y aura pas de négociations. » Il répondit alors : « Bon, allons dans la salle de l'hygiène et de la sécurité. Là il y a plein de haut-parleurs. »

Nous avons filé à la salle. Les monteurs électriciens y avaient branché les haut-parleurs. Mais on ne pouvait pas entendre de partout. Certains ateliers étaient reliés, pas d'autres. Des gens venaient nous voir : « On n'entend que des cris. » Il était à peu près midi et demie quand nous avons commencé à discuter avec le directeur, qui, sans arrêt, s'absentait pour téléphoner.

Nous étions tous assis là. Leszek au milieu. Il y avait deux micros. J'étais assis d'un côté de Leszek, de l'autre il y avait Bogdan Felski. En face, la direction : Wojcik, le directeur, Slaby, Szczypinski, le chef des cadres, et Bodzinski, le président de la Jeunesse socialiste.

Szczypinski, dans son verbiage idéologique, nous donna à entendre qu'on le faisait rire et que saisi-je encore. Il y avait quantité de mots que nous ne comprenions

pas. Nous lui avons dit : « Expliquez-vous comme un ouvrier. Avec qui parlez-vous ? Parlez simplement, clairement. » C'est comme ça qu'on l'a averti qu'il devait nous parler normalement, et pas avec des phrases alambiquées. Puis nous avons commencé à débiter des revendications, les tapant à la machine.

Ensuite, le directeur a dû aller téléphoner pour demander si c'était possible. Nous avons alors exigé que le Premier ministre Babuch arrive, s'il était incompe-

tent. Le directeur s'est exclamé : « Pourquoi donc, Messieurs ? J'ai la ligne directe. J'aurai l'accord dans un instant. » Mais 14 heures approchaient et nous pouvions voir que nos revendications ne seraient pas réglées.

Lech Walesa s'est tourné vers le vice-président du conseil syndical (officiel) : « Monsieur, nous restons pour la nuit. Faites apporter de quoi manger et des matelas, que l'on puisse dormir. Nous proclamons la grève avec occupation. »

Les gens entendaient, car tout était transmis par haut-parleurs.

Depuis ce jour-là, je n'ai jamais revu Koprowski, le vice-président du conseil syndical. Il n'avait arrangé ni le coucher ni le manger. Voilà comment nous avons commencé. Le premier jour s'achevait ainsi, par la grève avec occupation. Nous avons déclaré que nous reprendrions les entretiens à midi. Ensuite, nous avons commencé à organiser un service d'ordre, à chercher des voitures et du ravitaillement. Alina est partie avec quelqu'un collecter de la nourriture chez les gens. Depuis midi, nous contrôlions les entrées. Les nôtres gardaient les portes, et les services de la surveillance industrielle n'avaient plus rien à dire. Nous avons déclaré que nous organiserions la grève avec occupation, car nous savions que nous n'obtiendrions rien de plus le jour même. Nous devions prendre du repos. Demain, répétitions-nous, demain, il faudra recommencer.

Jerzy Borowczyk

Déclaration du congrès national de Solidarnosc (septembre 1981)

Le but supérieur du syndicat indépendant autogéré Solidarnosc est de créer des conditions de vie dignes, dans une Pologne souveraine économiquement et politiquement, une vie libérée de la pauvreté, de l'exploitation, de la peur et du mensonge, dans une société organisée démocratiquement et sur la base du droit. Aujourd'hui, la nation attend :

1. L'amélioration du ravitaillement par la mise en place d'un contrôle sur la production, la distribution et les prix, en collaboration avec le syndicat Solidarnosc des agriculteurs individuels.
2. Une réforme économique par l'instauration d'une véritable autogestion ouvrière et par la suppression de la « nomenclatura » du POUF.
3. La vérité par un contrôle social sur les mass media et la suppression du mensonge dans l'éducation et la culture polonaises.
4. La démocratie par l'introduction d'élections libres à

la Diète et aux conseils du peuple.

5. La justice par l'assurance de l'égalité de chacun devant la loi, la libération des prisonniers d'opinion et la défense des personnes poursuivies pour leurs activités politiques, éditoriales ou syndicales.

6. La protection de la santé de la nation, par la protection de l'environnement, l'augmentation des fonds destinés aux services médicaux et la garantie aux handicapés des droits qui leur sont dus dans la société.

7. Du charbon pour la population et l'industrie, par la garantie donnée aux mineurs de conditions de vie et de travail décentes. Nous réaliserons ces buts par l'unité du syndicat et la solidarité de ses membres. Les activités des diverses forces créant un sentiment de danger extérieur ne nous enlèveront pas la volonté de lutter pour les idéaux d'août 1980, pour la réalisation des accords de Gdansk, Szczecin et Jastrzebie.

BOUYGUES-TAPIE

Qui se ressemble s'assemble

L'entente qui vient de se réaliser entre le groupe Bouygues et le groupe Tapie, afin de gérer l'ensemble piles grand public français est une vraie leçon de chose. Elle jette une lumière crue sur les acteurs, les mœurs, les méthodes et les résultats de ce que nos gouvernants baptisent, entre autre, « modernisation industrielle ». Joli tableau !

Inutile de faire le portrait de Tapie superstar, les médias s'en chargent. Les méthodes de sa réussite « en affaires » valent, par contre, d'être résumées. Elles sont rarement détaillées dans les émissions de télé à destination du grand public. Et pour cause ! Le groupe Tapie est un rapace à la recherche des cadavres à dépouiller.

La tête chercheuse du groupe, une équipe de cadres juristes et comptables payés environ 120 millions de centimes par an, consulte en permanence et avec méthode la liste des entreprises qui déposent leur bilan. La victime recherchée doit avoir une maladie bien précise : être submergée par des frais financiers représentant environ les deux tiers des pertes qui l'ont menée à la faillite. Pour une simple raison : le « dépôt de bilan » « gèle », en effet, les frais de l'entreprise concernée. Ses dettes à l'égard de ses créanciers (fournisseurs, banques, institutions...) sont suspendues, mises entre parenthèses. Restent les actifs, c'est-à-dire les biens, les produits et les clients. L'entreprise remise en route — le plus souvent rachetée pour un franc symbolique, le tout accompagné de sérieux dégraissages parmi le personnel (voir encadré) — l'argent entre donc dans la trésorerie, sans que rien ne sorte... Et le groupe Tapie peut se vanter d'avoir ressuscité un cadavre.

Reste à présenter un planning de remboursement des dettes provisoirement suspendues, en deux ans pour les créanciers prioritaires, en dix ans pour les autres. Le temps pour voir venir existe donc. Prudent, le groupe Tapie n'en prend pas moins deux précautions supplémentaires : signer un concordat qui lui permet de se retirer au bout de deux ans, au cas où... et vérifier avant la reprise que 65 % à 85 % des créanciers de l'entreprise concernée ne sont pas prioritaires. Ceux-ci d'ailleurs, au lieu d'attendre dix ans des remboursements hypothétiques, préféreront toucher au plus tôt une partie, même minime, des sommes qui leur sont dues. Un tour de négociation autour d'une bonne table et les dettes de l'entreprise récupérée pourront être réduites à 10 % ou 20 % de celles qui avaient forcé celle-ci à déposer le bilan.

Reste une condition indispensable pour exercer cette

maîtrise de mécano des failles : le soutien et la caution d'une banque. Tapie l'a. Depuis le démarrage de son groupe, il est couvert par une filiale du Crédit lyonnais.

Simple parenthèse : la méthode n'est pas nouvelle. Les célèbres frères Willot, les Dalton du textile, l'ont utilisée à tour de bras avec la bénédiction, à l'époque, de Giscard d'Estaing. Ils rachetèrent ainsi sans que cela leur coûte un sou — cela leur rapporta même au contraire des centaines de millions de francs de crédits et d'aides des fonds publics — l'empire Boussac sur recommandation de Monory, ministre de l'Industrie de l'époque. Les suites de leurs aventures se sont étalées des années durant au grand jour : fraudes, faillites, fermetures d'entreprises, licenciements en chaîne...

Mais revenons à Tapie. Le but du bonhomme est donc simple : se construire un groupe juteux, au moindre coût. On est loin de la légende du bon samaritain se penchant sur les entreprises mal en point.

Le gouvernement Fabius vient de lui donner un sérieux coup de main en lui faisant cadeau du secteur piles grand public du groupe nationalisé CGE, après le rachat par le dit Tapie de Wonder. Tapie rejoint ainsi le peloton des hommes d'affaires de haut vol, parrainé par le groupe Bouygues, numéro un des entreprises du bâtiment et des travaux publics en France. Les travailleurs de Wonder à Lisieux font les premiers frais du baptême.

Coïncidence géographique, les ouvriers de la région ont déjà fait les frais des méthodes du parrain, à 150 kilomètres de là, à Cherbourg. Bouygues cherche depuis deux ans à se diversifier. Il rachetait l'an dernier le groupe parapétrolier AMREP, mis sur la paille par les manœuvres frauduleuses de son patron (un trou financier de 800 millions, le scandale de l'année en Bourse). L'opération s'est traduite, à Cherbourg, par la fermeture de l'UIE, filiale de l'AMREP et premier chantier français de construction de plates-formes de forage pétrolier. Résultat : plus de cinq cents licenciements (plusieurs milliers en France et à l'étranger pour l'ensemble de l'AMREP).

« Francis Bouygues est l'un

Les licenciements annoncés chez Wonder à Lisieux et Louviers remettent une légende à sa place :

Tapie ne licencierait pas (voir ci-dessous). Lors des reprises d'entreprises précédentes, les suppressions d'emplois faisaient moins de bruit. Elles n'en étaient

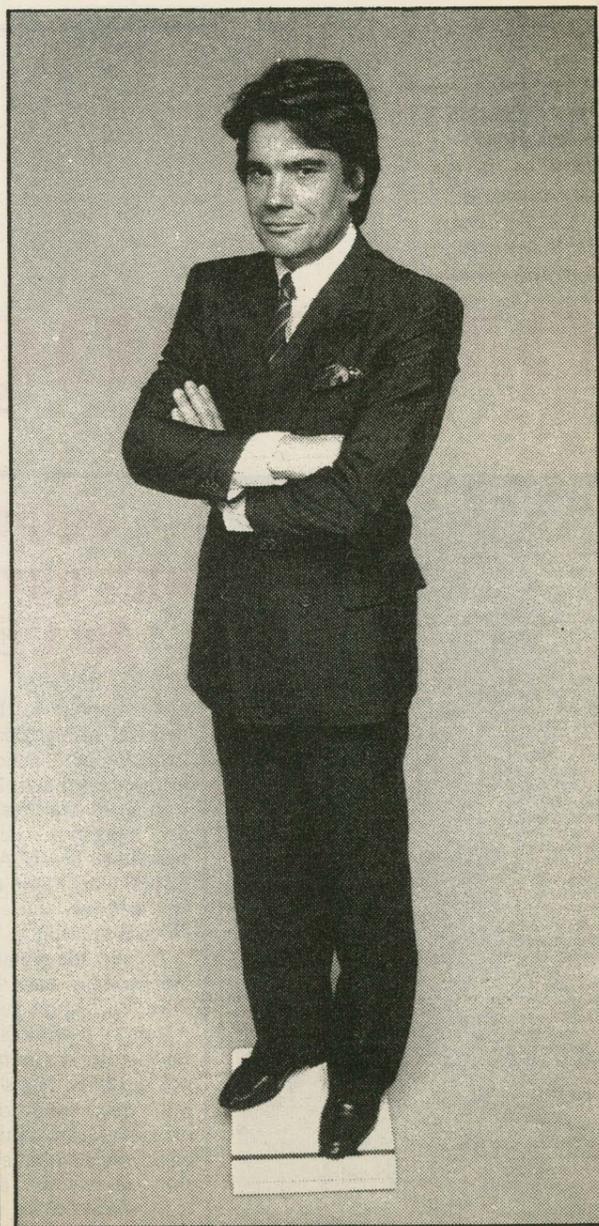
pas moins là : de Teraillon (pesage) repris par le groupe au cours de l'été 1981 à Testut (pesage) repris au printemps 1983 où 100 emplois sur 400 seront supprimés, de Soubitez (équipements de cycles) où 90 travailleurs environ sur 400 seront licenciés à Look (fixations de ski).

des seuls modèles de Tapie », selon les commentaires de son entourage : qui se ressemble s'assemble donc.

Nos gouvernants érigent ce type de bonhomme en modèle. Jacques Delors remettant en 1982 le titre de « manager de l'année », décerné par l'hebdomadaire *le Nouvel Economiste* à Francis Bouygues, P-DG du groupe du

même nom, déclarait sans gêne : « La réconciliation des Français avec leur entreprise est un impératif majeur (...) le chef d'entreprise est un aventurier au sens noble du terme. Il faut susciter des vocations et faciliter l'éclosion d'un modèle français d'entreprise... Modèle Bouygues-Tapie sans doute ?

Michel Morel



Editorial des feuilles d'entreprises

Tapie n'est pas un patron-Père Noël

Quelle révélation : Bernard Tapie n'est qu'un patron comme un autre, capable de licencier allègrement pour faire fructifier ses profits.

Bernard Tapie, le sauveur suprême du canard boiteux à l'agonie, le manager des temps modernes tenant meeting pour rouler ses biscotos industriels, n'est qu'un fabricant de chômage, comme un vulgaire Besse.

Lui qui avait acheté coup sur coup le Tour de France et le Tour du Colorado cyclistes, lui qu'on voyait flatter la croupe de Bernard Hinault à l'arrivée des étapes de montagne, le voilà rangé dans le rayon des mythes déchus !

Wonder, la pile qui licencie quand Tapie s'en sert

Nanti de son équipe de financiers, Tapie, flairant un bon coup, rachetait Wonder à la famille Courtecuisse (les fondateurs) à l'automne 1984. Et, paternalisme arrosé du look « play-boy portant beau la cinquantaine », Bernard Tapie passait pour le sauveur suprême.

Six mois auront suffi pour que les vapeurs se dissipent. Sur les 2 000 emplois de Wonder, Tapie veut en supprimer 409, dont 195 licenciements par la fermeture de l'usine de Lisieux, 18 à Louviers. Sans compter les 110 reconversions prévues dans le groupe.

Alors, dites-vous, quoi de plus banal de nos jours que cette litannie des licenciements, secs ou doux ? Bien sûr, au vu des 128 456 emplois supprimés depuis le 1^{er} janvier 1985, Tapie n'est

qu'un artisan de petit calibre dans le grand concert patronal des licenciements.

Mais voilà, Bernard Tapie se voulait l'incarnation même du patron moderne, véritable gestionnaire, conciliant défense de la marque, emploi et rentabilité. Patatras ! Il n'a duré que ce que durent les roses, l'espace d'un sale petit matin gris où furent annoncés les centaines de licenciements chez Wonder.

Il n'est donc pas de sauveur suprême

Cette affaire Tapie est une confirmation grandeur nature : les licenciements ne sont pas une affaire de bonne ou mauvaise gestion patronale.

Car une bonne gestion patronale signifie justement pour un patron licencier afin d'obtenir des gains de productivité pour sauvegarder ses profits. Et Tapie n'échappe pas, pauvre mortel qu'il est, aux lois du capitalisme.

Pour sauver les emplois, empêcher les licenciements, une seule solution existe, celle qui n'a pas été employée à l'échelle voulue, celle de l'action d'ensemble des travailleurs pour faire reculer le patronat, pour les trente-cinq heures sans réduction de salaire. C'est-à-dire la mise en commun, avec le même objectif, de tous les cas de licenciements, reconversions et autres suppressions d'emplois. Cela ne se fera qu'avec la force unie des travailleurs.

Dès lors, avec un tel mouvement, Tapie et son show-business permanent ne seront qu'un mauvais souvenir.

NICARAGUA-ETE 85 (1)

La réalité de l'agression

Nicaragua, été 1985 : tout est subordonné à la défense du pays. A la défense militaire de la révolution. C'est en effet l'intensité de l'agression qui détermine tous les choix, aux plans militaire, économique et politique, mis en œuvre par le FSLN.

La guerre décidée par l'administration Reagan contre le Nicaragua dure depuis plus de trois ans. Elle met en œuvre des moyens considérables. L'armée nord-américaine y est directement impliquée par la construction de bases militaires au Honduras, qui servent de soutien logistique, par la mobilisation permanente de navires de la flotte au large des côtes atlantique et pacifique, et par la venue récente de conseillers militaires au Costa-Rica, en vue de transformer la « police » de cet été en une véritable armée. L'embargo décrété par Reagan constitue le volet politico-économique de cette guerre.

Quant à l'instrument militaire des opérations menées sur le territoire nicaraguayen, il est constitué par les « contras ». Ceux-ci se divisent et se déchirent entre le FDN basé au Honduras avec un encadrement issu de la garde nationale de Somoza et l'ARDE basée au Costa-Rica, dirigée par Eden Pastora. Les trente-cinq millions de dollars votés par le Congrès américain en leur faveur consacrent l'engagement.

Les phases précédentes de la guerre visaient à l'occupation permanente d'une parcelle du territoire nicaraguayen, afin d'y installer une « autorité politique » susceptible d'être reconnue internationalement. Cet objectif n'ayant pu être atteint, les contras utilisent aujourd'hui une nouvelle tactique.

Ils sont parvenus à installer des groupes assez loin à l'intérieur du pays. Répartis en petites unités mobiles, ils sont organisés en « commandos régionaux » qui peuvent atteindre chacun jusqu'à 1 200 hommes¹. Ce sont, maintenant, plusieurs milliers de contras qui sont à l'intérieur du pays, avec pour objectifs principaux des cibles de plus en plus sérieusement choisies en fonction de critères politiques et économiques.

Il s'agit, en règle générale, d'éviter l'affrontement direct avec l'armée sandiniste pour, à coup d'embuscades, s'en prendre aux personnes et aux équipements qui assurent le développement du pays. Ainsi, les écoles et les centres de santé, les coopératives — et, parmi celles-ci, celles qui sont les plus militantes — les véhicules des techniciens du ministère de l'Agriculture, sont les cibles prioritaires de la contra.

Des dégâts importants

Cette guerre fait mal. On dénombre un total de 640 sabotages à objectifs économiques et civils depuis 1981. Leur intensité est croissante : 199 en 1983, 236 en 1984 et 131 pour le premier semestre 1985. De janvier à mai 1985, 27 brigadistes de santé et 246 instituteurs ou élèves ont été assassinés, blessés ou séquestrés. Vingt centres de santé et quatorze écoles ont été totalement détruits. 359 écoles ont été obligées de fermer.

Le nombre de morts dus à l'agression s'élève, depuis 1981 à 2 817. Ce sont 8 662 personnes qui ont été assassinées, tuées, blessées ou séquestrées¹. Rapporté à la population française (3 millions d'habitants au Nicaragua contre 55 millions en France), cela voudrait dire plus de 150 000 personnes atteintes.

Face à cette guerre, les Nicaraguayens ne sont « ni vendus, ni rendus ». Parce qu'ils refusent de céder, ils contraignent les contras et leurs tuteurs nord-américains à accroître l'agression en vue de résultats qu'ils n'espèrent plus qu'à moyen terme. Le rêve fou des contras de renverser le gouvernement du

FSLN semble bien abandonné pour le court terme. Leur objectif est de saper les bases possibles du développement du Nicaragua. Ils espèrent ainsi pourrir la situation et affaiblir le soutien de la population au gouvernement révolutionnaire. Les contras, savamment conseillés par Washington, mènent une guerre contre-révolutionnaire politique et militaire.

Les lieux où les contras tentent d'installer leurs bases sont soigneusement choisis. En

la plus efficace de paysans prêts à défendre la terre que la révolution leur a confiée.

L'exemple de Somoto

Dans les régions les plus exposées, au Nord, les milices, les soldats du SMP, le service militaire obligatoire pour tous les jeunes Nicaraguayens et les membres permanents de l'EPS, l'Armée populaire sandiniste constituent un système totalement imbriqué.

A Somoto, un bourg situé à quinze kilomètres de la frontière, qui se trouve à portée de canons des camps contras basés au Honduras, Nelson, le responsable des « gardes-frontières » explique : « Ici, un chef militaire n'est pas comme un chef d'une armée bourgeoise. Ce doit être aussi un responsable politique. Des réunions sont organisées en permanence avec les organisations de masse. » Des miliciens, dont les plus jeunes

terrain d'aviation sert aux lourds hélicoptères que le Nicaragua a acheté à l'Union soviétique pour se défendre. Le responsable du CDS multiplie ses réunions auxquelles participent la quasi-totalité des habitants. Ils sont venus dans leur immense majorité au meeting, qui a réuni en août plus de six mille personnes à Estelli, pour protester contre la dernière opération de la contra.

L'attaque de la Trinidad

Il s'agissait de l'attaque d'une bourgade, la Trinidad située sur la route internationale panaméricaine, à 140 kilomètres au nord de Managua et à 20 kilomètres au sud d'Estelli. La grande presse internationale a voulu présenter cette attaque comme un grave revers des sandinistes. La réalité est différente et plus complexe.

Les contras réussirent à pénétrer à plusieurs centaines dans la bourgade même,



Banderoles à Managua : « Notre douleur de mère devient haine révolutionnaire contre l'impérialisme agresseur. » Elle est signée par l'AMLAE, l'organisation de femmes.

dehors de la zone située près de l'océan Pacifique, le Nicaragua est un pays très peu peuplé avec de vastes régions boisées et montagneuses, où l'habitat est très dispersé.

Les cultures vivrières y sont effectuées sur de petits lopins de terre peu fertiles. Les progrès de la réforme agraire et des équipements sociaux ont donc du mal à pénétrer. Dans ces régions, les contras combinent l'utilisation de la terreur-séquestration et l'assassinat de paysans, l'achat de soutien grâce aux dollars qui, peuvent arriver dans des hameaux reculés et, parfois, la manipulation de réels mécontentements, pour pouvoir se déplacer et installer des bases.

Face à cette situation, le gouvernement essaie de réinstaller les paysans dans des regroupements coopératifs, là où des formes d'activités agricoles plus socialisées et plus efficaces peuvent être mises en place, et là où la défense est plus aisée. Ces « reassentamientos », au nord et au sud du pays sont l'objet d'attaques systématiques de la contra, mais c'est là aussi que l'on trouve la défense

ont seize ans, assurent la garde de la grande maison du quartier général. Ils sont désignés, sur la base du volontariat, par les assemblées de chaque coopérative. Ils font, à tour de rôle, un temps de service de trois ou six mois. Ici, c'est véritablement le peuple en armes qui est physiquement aux avant-postes de la défense de sa révolution. Rien à voir avec une armée bourgeoise. Et Nelson sait de quoi il cause : émigré en Europe, il a été ouvrier à Renault et à Dassault ; il raconte les charges de CRS contre les ouvriers, en France.

L'effort de guerre repose sur la partie la plus pauvre de la population. Estelli, c'est la ville « rouge et noire » du Nicaragua, là où le FSLN, a le plus de traditions de lutte. A l'extrémité nord de la ville, c'est le barrio « Omar Torrijos », l'un des quartiers les plus démunis. Il n'y a pas encore d'électricité dans toutes les maisons. Très peu d'hommes dans ce quartier, car ils sont, dans leur majorité, mobilisés. La réalité de la guerre, on la connaît tous les jours, ici. Le quartier accueille des paysans qui viennent d'une coopérative récemment attaquée. Tout près, le petit

déguisés en uniformes de l'armée sandiniste. Cela a contraint la contra à un affrontement de relative envergure avec les miliciens et soldats de l'EPS. Ce fut une véritable opération suicide puisque plus de la moitié des assaillants contras ont été tués.

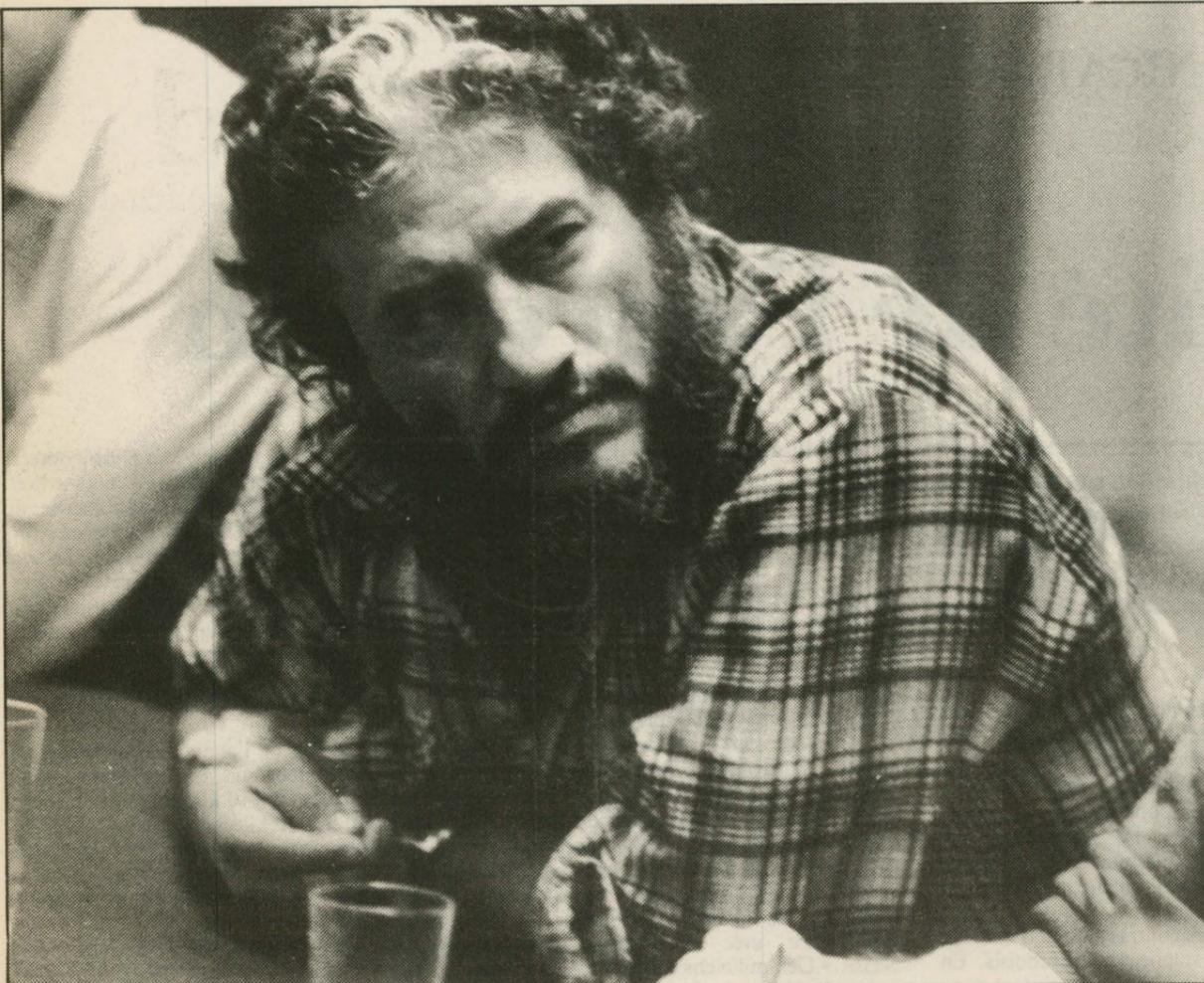
La situation militaire est calme dans le Centre-Pacifique du pays. A Managua, les tanks et les engins blindés de reconnaissance sont répartis sur toutes les artères périphériques de la ville. Mais, dans ce qui est défini comme « l'arrière-garde du front de guerre », la réalité de la guerre, c'est surtout l'aggravation des difficultés économiques.

Même si la situation militaire est différenciée selon les régions du pays, le poids de l'agression se fait effectivement sentir partout. C'est ce qui détermine tous les aspects de la vie au Nicaragua.

Jean-Claude Bernard

1. Les chiffres cités proviennent de la brochure « La contre-révolution : développement et conséquence. Données 1980-1985 » — Managua, Juillet 1985.

● Prochain article : Les conséquences de l'embargo



Hugo Blanco, à la tribune d'un meeting.

INTERVIEW D'HUGO BLANCO, DIRIGEANT DU PRT DU PEROU

Quel changement ?

La bourgeoisie a maintenant son président : Alan Garcia, leader de l'Alliance populaire révolutionnaire américaine. Les travailleurs n'auront que des miettes de réformes et doivent surtout s'attendre à voir malmenée l'indépendance de leurs organisations. Hugo Blanco, dirigeant du Parti révolutionnaire des travailleurs, explique ici comment la gauche doit résister et resserrer les rangs.

□ Quel bilan tires-tu des élections du 14 août ?

Le peuple a voté pour un changement, mais pas pour un changement radical. Les Péruviens en ont eu assez d'être gouvernés par une droite aux ordres des grandes entreprises capitalistes, mais en votant pour l'Alliance populaire révolutionnaire américaine (APRA) en majorité, ils ont montré qu'ils n'ont toujours pas compris que l'unique moyen de sortir de la crise, où nous a jetés l'impérialisme, est de rompre notre dépendance.

□ Quelle doit être l'attitude de la gauche face à ce gouvernement de l'APRA ?

Elle doit arriver à convaincre la majorité qu'en finir avec la misère et la répression croissantes signifie des transformations profondes, voire douloureuses. Cependant, elle doit savoir que l'APRA, qui a la confiance de cette majorité, va tenter de réaliser des réformes superficielles.

Face à cela, la gauche doit élaborer une tactique d'indépendance de classe axée sur la défense réelle des intérêts des travailleurs, et qui lui permette de s'ériger en alternative claire au réformisme

inefficace de l'APRA. Nous n'appuyons donc pas un gouvernement dont on sait qu'il capitulera de toute façon devant les ennemis du peuple. Ce qui ne signifie pas pour autant que nous allons critiquer tous azimuts ses réformes.

A nier qu'il y ait eu un changement par rapport au gouvernement précédent nous nous priverions inutilement du soutien des masses. Il faut donc plutôt travailler avec elles pour que les réformes soient plus profondes et qu'elles aient une application réelle. Si nous y arrivons ce sera autant d'avance pour le peuple. Si l'APRA s'arrête, il y aura confrontation.

Ce gouvernement constitue un sérieux défi pour la gauche qui doit arriver à maintenir l'indépendance des organisations de masse par rapport à l'Etat bourgeois.

L'APRA est le plus ancien parti du Pérou. Depuis longtemps, il a su gagner et conserver la direction du mouvement de masses. Il sait combiner les méthodes démocratiques à l'utilisation du pistolet et des menottes. Il va certainement utiliser les ministères du Travail et de la Police pour bien garder les organisations en main. En outre, biens des secteurs po-

pulaires vont penser que le gouvernement sera plus accessible à leurs demandes, surtout si elles sont formulées par une direction arliste.

La gauche ne pourra résister, si elle reste divisée et continue de faire si peu de cas de la volonté démocratique des masses. Elle a tendance à sous-estimer le profond respect qu'ont les masses pour la démocratie. Les travailleurs refusent de voir imposer à la tête des organisations des cadres de partis. La gauche doit combattre le bureaucratisme, ce n'est qu'à ce prix qu'elle évitera que les organisations soient à la remorque du gouvernement bourgeois.

□ Qu'est-ce que la Izquierda Unida (IU) gauche unie ? Devra-t-elle se transformer en parti unifié ?

La Izquierda unida regroupe la majorité des militants des syndicats, des quartiers, des secteurs étudiants et paysans. Chaque jour, ils avancent les revendications immédiates de notre peuple tout en sachant que la seule issue pour notre pays est le socialisme. Ce sont eux qui dirigent et vont diriger la révolution péruvienne.

Malheureusement la direction de la IU est loin d'être à la hauteur des exigences de cette avant-garde et n'a guère été plus, jusqu'à présent, qu'un front électoral aux méthodes très antidémocratiques.

Quant à savoir si elle doit se transformer en parti unique, il faudrait d'abord qu'elle soit le front qu'elle prétend être, un front qui pratique la démocratie interne et qui centralise réellement les luttes.

□ Les secteurs révolutionnaires de la IU pensent-ils converger en un seul parti ? Si oui, à quelles conditions et quelles sont les forces concernées ?

Je crois que c'est possible et nécessaire. Le PUM, l'UNIR² et aussi le PRT et Voz comunista, qui ne sont pas représentés à la direction de la IU, doivent former une étroite alliance révolutionnaire s'ils veulent maintenir l'indépendance du mouvement de masse face au gouvernement. C'est une tâche immense qui dépasse les forces d'un seul parti. Et si cette alliance débouche sur une action et un programme commun, alors nous aurons les bases pour un parti révolutionnaire.

□ Que penses-tu du Sendero luminoso et du MRTA³ ?

La tâche des révolutionnaires est d'améliorer le mouvement de masse qui, au Pérou, connaît une longue tradition de développement. Or, SL et MRTA agissent en marge de ce mouvement, ce qui n'a aucune justification. Cependant, on ne peut parler de ces mouvements sans évoquer la féroce répression que l'Etat bourgeois a organisée contre eux et une grande partie du peuple sous prétexte de lutter contre le terrorisme. Nous devons faire plus que dénoncer cette répression et organiser un vaste mouvement de masse pour la freiner.

Propos recueillis par Combate socialiste organe du PRT péruvien

1. Coalition de droite composée de l'Action populaire et du Parti populaire chrétien.
2. Parti d'unification mariateguiste et Union nationale de la gauche révolutionnaire.
3. MRTA. Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru.

RFA

Des espions tous azimuts

La frontière entre les deux Allemagnes est une passoire pour... les espions. Il y a environ trois semaines, la secrétaire personnelle du ministre de l'Economie disparaissait, depuis on a aucune nouvelle de cette Sonia Lueneburg, à l'identité probablement usurpée et chez laquelle on a retrouvé du matériel photographique très perfectionné. Depuis, une autre secrétaire bien placée s'est également envolée dans la nature. Elle s'occupait de la comptabilité de la Fédération des réfugiés, qui regroupe les ressortissants des anciens territoires allemands d'Europe orientale et compte, parmi ses membres, plusieurs députés.

Ces affaires rappellent celle de l'espion Guillaume, proche collaborateur de Willy Brandt et dont la découverte avait obligé le chancelier à démissionner.

Hormis ces obscures histoires d'espionnage, l'appareil d'Etat doit affronter un nouveau scandale financier. L'affaire Flick est à peine éclaircie (l'ancien ministre libéral de l'Economie, Otto Lambsdorff a été inculpé en début d'année), qu'on apprend qu'une centaine d'hommes politiques ont reçu des pots de vin de la part d'un puissant groupe ment d'assurances. Parmi les arrosés, des conservateurs et des libéraux de la coalition au pouvoir, mais aussi des social-démocrates. Décidément, la rentrée s'annonce empestée pour le sieur Kohl.

ETAT-UNIS

ATT bat les records de licenciements

La multinationale américaine ATT, numéro un mondial des télécommunications, vient d'annoncer son intention de licencier

24 000 personnes. Un record dans le monde industriel nord-américain ! Pourtant, en ce domaine, une forte concurrence existe. Commodore, l'un des tout premiers fabricants de micro-ordinateurs, réduit de 15 % ses effectifs et Ford, numéro deux de l'automobile, a annoncé un dégraissage de 20 %.

Et pourtant, les profits des entreprises américaines ont été, l'an dernier, au beau fixe. Mais le plus étonnant, c'est qu'ATT s'était réorienté vers l'information. Rappelons-nous, Mitterrand bavant, à Silicon-Valley, démontrant l'avenir de l'électronique de pointe, porteuse d'emploi pour l'avenir. Nul ! Non seulement cette branche n'a pas créé d'emploi lors de l'éphémère reprise, mais en plus elle licencie à tour de bras dès les premiers revers économiques.

SENEGAL

Manifestation anti-apartheid réprimée

Une manifestation de soutien au peuple d'Afrique du Sud et de dénonciation de l'apartheid appelée par l'Alliance démocratique sénégalaise (ADS) a été interdite par le gouvernement sénégalais, le jeudi 22 août, à Dakar. Une vingtaine de membres de l'ADS, parmi lesquels Abdoulaye Bathily, son président en exercice, ont été arrêtés au cours de cette manifestation, appelée « Marche sur l'Afrique ».

En interdisant cette manifestation, Abdou Diouf, membre de l'Internationale socialiste et président de l'OUA, montre la véritable nature de la démocratie sénégalaise : une démocratie musclée, qui n'a aucun droit aux partis d'opposition.

Le mercredi 28 août, les militants arrêtés seront traduits en justice pour flagrant délit. Il faut exiger leur libération immédiate et sans condition et le respect des libertés démocratiques au Sénégal.

Revue

Diversités de l'islamisme

Le dernier numéro de la revue *Sou'al* porte le titre « L'islamisme aujourd'hui ». Brassant les diversités des différents mouvements islamistes, du Maroc au Pakistan, *Sou'al* choisit d'en donner un portrait fidèle et sans concession. « Loin de représenter un quelconque renouveau de la religion musulmane en tant que telle, un "retour du spirituel", l'islamisme exprime le désarroi des générations nouvelles, des étudiants et des milliers de marginaux qui désespèrent de l'avenir », écrit Mohamed Harbi dans sa présentation.

Mais tout en se délimi-

tant des formes que revêt l'islamisme qu'il soit l'idéologie officielle ou non du régime despotique, *Sou'al* se situe clairement sur le champ politique par rapport à ceux qui ne voient qu'obscurantisme hors de la civilisation occidentale. « Solidaires de nos peuples, nous n'en ferons pas des dieux, mais nous ne laisserons pas le soin à d'autres d'invoquer nos limites pour justifier leurs prétentions », prévient M. Harbi.

Au total, un excellent panorama de référence, qui échappe aux clichés qui encombreront nos médias.

Les voix d'Afrique du Sud contre l'apartheid

La voix la plus connue, c'est sans doute celle de l'écrivain Breyten Breytenbach. Il vit en France et on l'a vu cet été aux informations télévisées dire son inquiétude devant l'acharnement du régime de Pretoria.

Dans *la Confession véridique d'un terroriste albinos*, chez Stock, 89 francs, il confie au lecteur : « Je pense qu'un de mes plus graves défauts, très naïf et très répandu, c'est de toujours penser que les gens sont raisonnables. C'est peut-être une approche élitiste, c'est peut-être aussi déterminé par le besoin d'être accepté par les autres. C'est comme si je pensais que, si seulement les gens s'asseyaient et se donnaient le temps de réfléchir vraiment, ou de regarder la situation objectivement, ils comprendraient. »

L'aveu frappe en plein cœur. N'est-ce pas celui d'un homme secoué à crever par l'absurdité, l'horreur, l'atrocité du système régnant en Afrique du Sud, mais aussi l'aveu d'un homme qui ne cesse de croire au genre humain, tout en doutant avec terreur du bien-fondé de cet espoir déchirant ?

Il faut lire tout ce qu'il raconte : l'aventure effroyable de son arrestation et de son emprisonnement pendant sept longues années, de 1975 à 1982, les interrogatoires, les gardiens dont il fait des portraits remarquables (leur redoutable nervosité, les insultes qu'ils échangent entre eux), les dossiers constitués par la police...

Il évoque aussi pêle-mêle Henri Curiel et Solidarnosc, et parle d'amour et de liberté, à faire pleurer. Sa lettre de prison à Yolande est bouleversante : « Un jour nous serons libres, lui écrit-il. Nous marcherons sur une plage et nous entrerons dans l'eau. Nous nous assiérons autour d'une table. Tu auras le soleil dans les yeux. Un jour. Peut-être bientôt. Tu me tourneras ma salade s'il-te-plait ? Nous nous chamoierons, nous nous disputerons, nous nous ferons la tête même et nous serons heureux. Ce n'est peut-être pas trop éloigné dans l'avenir ? »

Mais les plus belles pages du livre me paraissent être celles où il explique qu'après bien des démarches, l'autorisation lui est donnée de pouvoir écrire en prison, de pouvoir continuer son œuvre, mais sous surveillance. On lui a interdit de peindre (il est aussi peintre) ; soit. Mais il a besoin d'écrire. Ce besoin bouillonne dans ses veines. C'est une question de survie. Aussi se met-il à écrire, quoique étroitement surveillé. « Situation bizarre que d'écrire en sachant que l'ennemi lit par dessus votre épaule ; alors que vous devez écrire en plongeant au plus profond de vous-même, parce que cela est nécessaire à votre survie ; écrire dans un effort désespéré de communiquer avec l'extérieur, avec le monde, avec les gens les plus proches de vous, en sachant d'avance que vous ne pouvez les atteindre et en sachant aussi que vous mettez à nu vos pulsations les plus intimes, pour les barbares, pour les cyniques qui en feront des gorges chaudes. »

André Brink ? Il a pratiquement le même âge que Breytenbach. Il est né en 1935, et publie en 1973 *Au plus noir de la nuit*, qui sera interdit en Afrique du Sud. *Le Mur de la peste*, récemment paru chez Stock, 94 francs, ne relate pas une histoire vécue : il s'agit d'un « vrai » roman. Pourtant, il témoigne tout autant que le livre de Breytenbach, de la réalité présente de l'Afrique du Sud.

L'héroïne, Andréa, vit en exil à Paris, avec un scénariste qui prépare un film sur la peste au Moyen Age. Le scénariste est blanc, et si elle décide de l'épouser, ce qu'il lui demande, elle ne pourra jamais retourner dans son pays.

Sur ces entrefaites (car il y a toujours des entrefaites dans les romans, comme vous l'avez remarqué !), elle part en repérage à Avignon et y rencontre Mandla, un militant syndicaliste noir, poursuivi par la police.

Tout le roman se passe en France (sauf les souvenirs d'Andréa bien sûr) et surtout dans le Midi. Déclaration d'amour de Brink à ces paysages ensoleillés et doux de la Provence, c'est aussi un portrait de femme étonnant,

Découvrons-les, écoutons-les, ces voix qui viennent du pays de l'apartheid et qui le dénoncent avec rage, avec douleur, avec précision.



La répression...

très moderne, une femme qui a peur, qui aime, qui regarde, qui désire. Curieusement, plus qu'un livre réussi, je crois que ce serait un film splendide si on l'adaptait au cinéma. Qui le produira ? !

Et puisque nous parlons de femmes, quelques mots sur Nadine Gordimer, et son recueil de nouvelles *Quelque Chose là-bas*, paru au début de l'été, chez Albin Michel, 89 francs.

Oui, c'est aussi, comme le dit la bande publicitaire disposée par l'éditeur sur le livre, un grand écrivain d'Afrique du Sud. Toutes les nouvelles n'évoquent pas l'apartheid, mais toutes brillent d'un certain humour, discret, mais savoureux (denrée complètement absente du roman de Brink entre parenthé-

ses !). La lettre du père de Kafka à son fils : quel chef-d'œuvre !

Et puis pour la fin, le meilleur. Un petit bouquin d'une autre femme, au nom difficile à prononcer et que vous ne devez pourtant pas oublier : Wilma Stockenström. Ce livre est publié par les éditions Rivage, il coûte 49 francs, il est traduit de l'afrikaan par J.M. Coetzee, puis traduit de l'anglais par Sophie Mayoux. Il s'appelle *le Baobab*, et vous devez absolument le lire. L'histoire ? Une vieille femme, réfugiée à l'intérieur du tronc d'un baobab, évide doucement ses souvenirs, raconte sa vie. C'est merveilleux de beauté. C'est touchant, c'est bourré d'images à chaque page.

Et enfin, le livre sur l'Afrique du Sud. Un

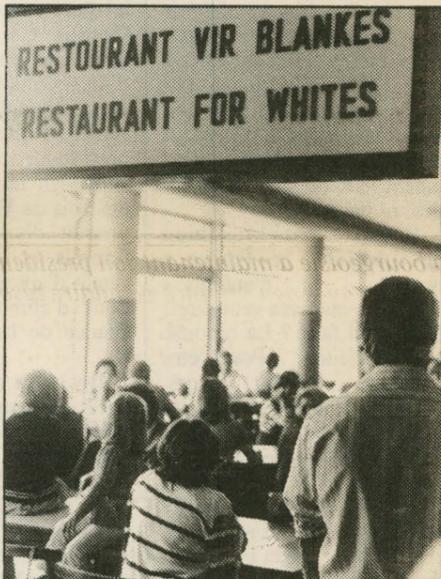


Photo du haut : l'enterrement d'une victime de la répression. Photo du bas : la vie quotidienne au pays de l'apartheid.

livre qui deviendra un classique. Beau et fort comme Camus ou Peter Handke (car il y a un peu de *l'Etranger* et de *la Femme gauchère* dans ce livre fabuleux), Michael K., sa vie, son temps (Le Seuil, 79 francs) de J.M. Coetzee.

Un pauvre jardinier, né avec un bec de lièvre décide de retourner avec sa vieille mère dans son pays natal. Elle meurt en route. Il continue alors son chemin poursuivi, attaqué, malmené par le monde entier. L'écriture de Coetzee brille par sa simplicité, son apparent détachement, sa tranquillité, sa précision minutieuse. Roman d'un homme qui cultive les potirons, itinéraire symbolique, tendresse tragique... Coetzee, dont on attend impatiemment des nouvelles à paraître chez Nadeau, a écrit le plus beau livre qui soit sur l'Afrique du Sud.

Signalons pour terminer un essai de Jacques Marchand : *la Propagande de l'apartheid*, paru chez Karthala, 75 francs, dédié aux prisonniers politiques. Marchand, animateur du Mouvement anti-apartheid depuis 1975, démontre par quels moyens énormes, par quelles techniques gigantesques mis en œuvre, l'Afrique du Sud se crée une image de marque, pour pouvoir continuer à jouir impunément de ses monstrueux privilèges. Le département de l'Information, pièce maîtresse de cette propagande, agit dans toutes les directions (presse, audiovisuel, tourisme, monde des affaires, etc.). La démonstration de l'auteur repose sur des exemples très précis et très concrets ; c'est passionnant. Et page 185, on cite même *Rouge*, vous verrez !

Sophie Gousskett

INTERVIEW D'ALBERT JACQUARD, GENETICIEN

La course à la natalité

Les murs se sont couverts d'affiches où des charmants bambins servent d'incitation puisque « La France a besoin d'enfants », selon les annonceurs. Nous avons demandé ses impressions à Albert Jacquard, responsable du service de génétique des populations à l'Institut national d'études démographiques. Il est notamment l'auteur de « Eloge de la différence » aux éditions du Seuil

□ Quelle a été votre réaction devant la campagne d'affichage « La France a besoin d'enfants » ?

La première réaction que l'on a, est d'être ému devant un bébé. Mais j'ai été profondément choqué devant ces affiches qui réduisent le bébé à un objet utilisé pour vous manipuler. Je suis tout aussi choqué quand je vois des hommes politiques devenir merveilleusement beaux parce qu'il y a un petit garçon ou une petite fille qui leur fait un sourire. C'est tout à fait écœurant parce que l'on sait que les gens, qui nous manipulent, eux ne sont ni candides, ni naïfs.

Ensuite se pose la question de l'objectif « La France a besoin d'enfants. » Qu'est-ce que cela veut dire ? Pour quoi faire ? La réponse est implicite : « Pour être puissante ». C'était le cas, quand la France préparait la guerre contre l'Allemagne en 1880 : il fallait faire des enfants pour qu'il y ait des soldats dans l'armée française. On nous dit, « Faites des enfants pour que la France ait des soldats ».

J'ai trois fils et si je leur disais que je les ai faits, avec l'arrière-pensée que cela serait bien utile pour l'armée française, je pense qu'ils me cracheraient à la figure et ils auraient bien raison.

J'aimerais connaître des gens qui ont fait des enfants avec cet objectif. Si j'étais curé, je leur dirais que c'est un gros péché qu'ils ont commis là et si j'étais pape, je les excommunierais. L'Évangile n'a jamais dit que l'on fasse des enfants pour ça.

□ Cette campagne véhicule l'idée de l'intérêt supérieur de la France, qu'une France puissante serait une nécessité...

Il se trouve que je fais partie des gens qui sont contents d'être français. Mais je ne suis pas content de l'être, parce que la France a gagné la bataille d'Austerlitz ou qu'elle a résisté à Verdun. Je suis heureux d'être français parce qu'il y a eu des gars comme Pascal, comme Montaigne, Sartre et bien d'autres, qui ont fait la France au moins autant que les rois. Ils ont fait la France alors qu'ils n'en parlent jamais. Pascal en a même rigolé en parlant de « vérité en deça des Pyrénées,

erreur au-delà ». Pascal ne se sent pas plus fort d'être français qu'espagnol, mais il a fait la France parce qu'il parle au nom des hommes. Ceux qui ont fait la France, ce sont les Français, qui ne se sont sentis qu'hommes et qui ont parlé au nom des terriens.

Mais ces gens-là, comment les fabriquer ? La première idée serait de prendre un spermatozoïde français et de lui faire rencontrer un ovule français. Ça, c'est très difficile ! Qui peut dire en face d'un spermatozoïde, voilà un spermatozoïde français ? Il suffit de poser la question pour se mettre à ricaner et on aura bien raison. La plupart des rois de France ont été le produit d'un spermatozoïde français et d'un ovule qui venait d'ailleurs et il convient donc d'éliminer les rois de France de la race française, etc.

Il y a une dizaine de jours, après être passé à Antenne 2 pour expliquer cela, j'ai été pris à partie par un homme qui s'est précipité sur moi pour m'expliquer que j'avais tort, que je n'avais rien compris et que je devais être un « tiers mondiste ». Je suppose que dans sa bouche, cela voulait dire quelqu'un, qui fait passer les intérêts des « bicots » ou des « youpins » avant ceux des « vrais Français »... Il a poursuivi en disant que la France avait besoin d'enfants et « d'enfants de pure souche » ! Il ne se rendait pas compte, qu'il fallait dans ce cas, éliminer les Piémontais habitant la Savoie et qui sont français depuis à peine plus d'un siècle, de même que les Niçois, etc. Derrière cette campagne, on voit ainsi se profiler un véritable racisme.

□ Cela n'est certainement pas un hasard que tous les bébés soient blancs et aient l'air de bons petits bébés français, non ?

Absolument ! Le message est clair : « Nous, les Français avons besoin d'être entre nous avec nos jeunes à nous et notre race à nous, qui est quand même la meilleure. » C'est absurde, j'ai écrit des bouquins entiers pour expliquer que l'on ne peut pas définir la race française. Cela n'a rigoureusement aucun sens. Du coup, si l'on veut vraiment répondre à l'appel profond de cette campagne, ce qu'il faut, c'est faire que

l'idée de la France soit enrichie et il me semble que la meilleure façon de l'enrichir, c'est selon moi, de raisonner en terrien.

□ Prenons un autre versant de la campagne d'affiches. Elle s'adresse aux passants en supposant acquis le fait qu'il y ait un problème de natalité. Qu'en est-il ?

L'humanité a un problème de natalité évident. Pourquoi ? Parce que l'on a gagné depuis un peu plus d'un siècle contre notre ennemi, la mort des enfants. J'appartiens à la première génération au monde, dont l'effectif a été multiplié par trois entre sa naissance et sa mort.

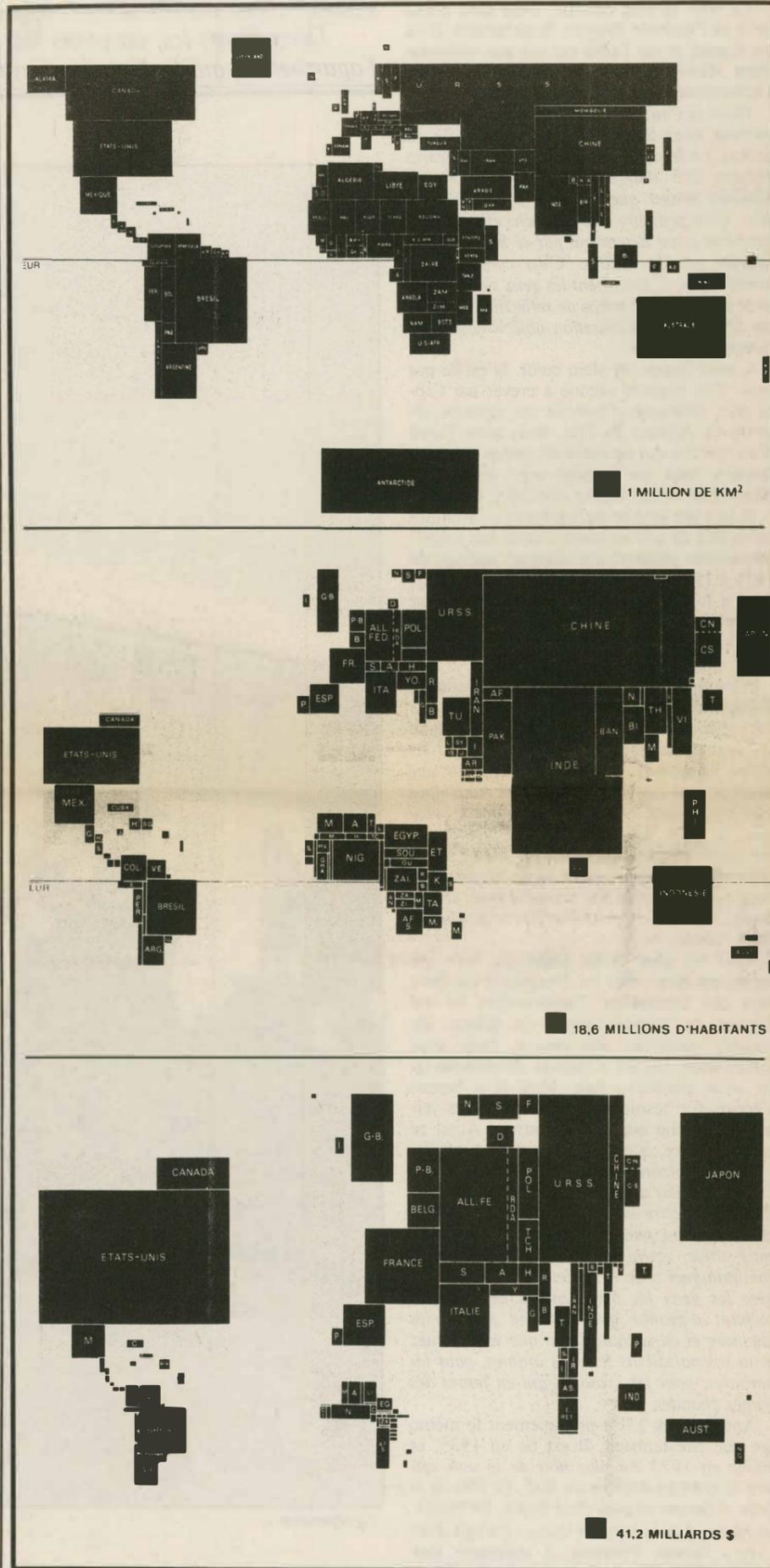
A ma naissance, on atteignait le chiffre de deux milliards d'hommes. Quand je me suis marié, l'humanité comptait trois milliards d'hommes. Si j'ai la durée de vie moyenne, on atteindra à ma mort les six milliards.

Ce qui était vrai pour une humanité de deux milliards ne peut être vrai pour une humanité de six milliards. S'il y a bien un problème avec la natalité, c'est celui de la freiner. On ne pourra pas aller très au-delà de dix ou onze milliards d'êtres humains. Les hommes s'y emploient, pas les Français. La Chine a interdit aux familles d'avoir plus d'un enfant. Cela peut sembler monstrueux, mais sur place, on s'aperçoit que cela est nécessaire. Les Chinois espèrent ne pas dépasser 1,2 milliards (ils sont déjà un milliard). En 1949, lors de la victoire de Mao, la Chine comptait cinq cents millions d'habitants. L'une des erreurs de Mao, puisqu'on en parle beaucoup là-bas, a été de ne pas s'occuper du problème de natalité. En trente-cinq ans, ils ont doublé et les efforts faits pour améliorer le sort de la population sont contrebalancés par l'accroissement du nombre. L'Inde de son côté prend des mesures.

Là où le problème est le plus explosif, c'est en Afrique. Même dans les pays qui connaissent une mortalité énorme comme l'Éthiopie, il demeure un problème de surnatalité. Il y a un paradoxe à voir le court terme, où les gens crévent de faim et le long terme, où l'effectif de la population sera considérable.

Le fond est que l'ensemble des rapports entre les hommes a changé. Passer de deux à onze milliards en l'espace d'un siècle amène à tout repenser. Nous vivons à une époque où nous avons à résoudre ce problème inédit. Il faut cesser de ne penser qu'en terme d'expansion, de domination d'un pays sur un autre.

□ Raisonner à l'échelle de la planète n'est pas contradictoire avec la mise en évidence des inégalités existantes...



Le premier tableau (celui de en haut) représente la superficie des pays du monde ; le tableau du milieu, la population des pays du monde en 1981 ; enfin le troisième (celui du bas), les produits intérieurs nationaux en 1979. Les différences sont frappantes, il suffit de suivre la progression, carte après carte, de l'Afrique ou de l'Inde. A l'inverse, la Belgique, par exemple, quasiment inexistante sur la carte des superficies est plus importante que l'Afrique sur la carte des PNB. Source : « Populations et sociétés », numéro 150, édité par l'Institut national d'études démographiques.

Les calculs sont faciles à faire. Les gens réputés riches représentent un pourcentage de plus en plus faible. Si l'on imagine un monde de onze milliards d'hommes, où tous les hommes auraient le ni-

veau de vie parisien moyen, cela voudrait dire multiplier par dix les richesses pompées sur la terre ! Les inégalités sont de plus en plus insupportables et il faudra bien que les plus riches acceptent

d'être moins riches. Le désir des Occidentaux d'augmenter leur propre richesse va à l'envers de l'histoire.

Propos recueillis par Jean-Jacques Laredo